

Cuba: 16 ans de règne bureaucratique



Le récent congrès du Parti Communiste de Cuba (PCC) a voté une nouvelle constitution «socialiste» pour Cuba qui doit remplacer la «Loi Fondamentale» bourgeoise de 1940. Cette décision fait partie de la campagne pour «institutionnaliser» le pouvoir du PCC. Le Premier Ministre Fidel Castro profita de l'occasion pour introduire la «version officielle révisée» de l'histoire de la révolution cubaine.

Cette vision de la révolution cubaine est d'autant plus importante dans le contexte de la nouvelle constitution, que depuis l'attaque contre la Moncada, le 26 juillet 1953, jusqu'à la prise du pouvoir et le renversement de la dictature de Batista, le 1er janvier 1959, le retour à la constitution de 1940 avait été une des revendications clé de Castro.

Cela fait resurgir la question cruciale de la nature de classe du mouvement de guérilla, de la nature de la révolution qu'il a accomplie et des causes et de l'importance du passage effectué par le mouvement castriste du programme «démocratique» bourgeois à l'expropriation de la bourgeoisie.

Ces questions sont d'une extrême importance pour les communistes car elles ont trait aux points les plus fondamentaux de la stratégie révolutionnaire dans les pays capitalistes arriérés. La petite-bourgeoisie — traditionnellement considérée par les marxistes comme un groupe vacillant et incapable de jouer un rôle dirigeant

indépendamment de la bourgeoisie ou du prolétariat — peut-elle faire une révolution socialiste comme le prétend le «Secrétariat Unifié» révisionniste? Ou bien Cuba est-il toujours capitaliste, comme le soutiennent les maoïstes et les pseudo-trotskyistes du «Comité International» de Gerry Healy? Si par contre il est vrai, comme seule l'affirme la tendance Spartaciste internationale, que le régime de Castro est depuis la fin de 1960 un Etat ouvrier déformé, alors il faut se demander comment cet Etat fut créé et quelles sont les conclusions qui en découlent par rapport à la théorie trotskyste de la révolution permanente.

Un communiste caché?

Dans son discours d'ouverture au congrès du PCC, le «comandante» Castro loua à maintes reprises la politique des dirigeants soviétiques. Castro, qui est depuis longtemps engagé dans l'orbite soviétique, cherche maintenant à projeter sa politique actuelle sur le passé et à faire croire que c'était aussi celle des militants qui attaquèrent les casernes militaires à Santiago en 1953, et du noyau de l'Armée Rebelle qui commença la guérilla dans les montagnes de la Sierra Maestra trois ans plus tard.

«Les principes du marxisme-léninisme» comptent, d'après Castro, parmi les «piliers solides» sur lesquels se

sont appuyés les dirigeants du mouvement du 26 juillet. Et il continue en disant : « Quoique ce n'ait pas été la façon de penser de tous ceux qui avaient pris le chemin de la lutte armée révolutionnaire, c'était tout de même celle de ses dirigeants principaux » (*Granma*, 28 décembre 1975). Castro prétend également que parmi les jeunes combattants il existait « un respect et une admiration profonde pour les vieux communistes » du Parti Socialiste Populaire (PSP) pro-Moscou, qui n'auraient jamais cessé de « brandir le drapeau du marxisme-léninisme avec une fermeté inébranlable ».

La réalité avait été bien différente. Le discours de Castro passait sous silence le programme du mouvement anti-Batista, quoiqu'il ait fait en passant une remarque sous-entendue à l'endroit de ceux qui se souvenaient de la lutte des années 50 : « Il a fallu non seulement les actions les plus résolues, mais aussi de la perspicacité et de la souplesse de la part des révolutionnaires [...] le peuple n'aurait pas compris si nous avions proclamé le socialisme dans la période de la lutte insurrectionnelle, et l'impérialisme serait intervenu directement dans notre pays avec ses troupes. »

L'on retrouve le même thème dans bon nombre d'attaques de droite contre Castro, quand on l'accuse d'avoir « trahi la révolution » contre Batista et dupé le peuple. Certains apologistes de gauche du régime de la Havane ont également répandu le mythe de Castro, le « marxiste-léniniste » caché qui « a joué un bon tour » aux impérialistes. « Il fallait que les dirigeants de la révolution connaissent le peuple et lui parlent un langage qu'ils pouvaient déjà comprendre » écrit Edward Boorstein dans *The Economic Transformation of Cuba* (1968). D'autres, comme le Progressive Labor Party (PLP-US, ex-maoïste) qui essaye de faire une critique de gauche de Castro, prétendent qu'ils ont été captivés au début par la façon astucieuse dont « Che [Guévara] mena Cuba au socialisme à l'insu de tout le monde » (Jake Rosen, « Is Cuba Socialist? », *PL*, novembre 1969). En expliquant qu'il « ne croyait plus à ces combines astucieuses, » le PLP finit par en conclure que Cuba était toujours capitaliste. La vérité est plus complexe — plus dialectique — que cette image simpliste qui présente Castro et Guévara comme de « sacrés malins. »

Un démocrate radical jacobin

Toutes ces « explications » découlent d'une théorie conspirative de l'histoire. Elles ne tiennent aucun compte du véritable caractère social du mouvement castriste. D'abord, Castro lui-même n'avait même pas essayé de faire croire qu'il faisait partie du mouvement ouvrier pendant la lutte contre la dictature soutenue par les Etats-Unis. Il était un démocrate radical jacobin petit-bourgeois, dans la lignée de l'« apôtre » de l'indépendance cubaine, José Martí. Son passé politique était celui d'un dirigeant étudiant libéral et d'un avocat constitutionnaliste. Il fut pendant un temps dirigeant du gouvernement étudiant à l'Université de la Havane, et en 1948 il vota pour Eduardo Chibas, candidat du Partido Ortodoxo, qui s'était présenté aux élections présidentielles sur un programme de lutte contre la corruption. En 1952, Castro lui-même se présenta aux élections au Congrès cubain sur la liste du Partido

Ortodoxo, mais le coup d'Etat de l'ancien homme fort militaire Fulgencio Batista empêcha que n'aient lieu les élections.

La première réaction du jeune avocat, contre le coup d'Etat du 10 mars, ne fut pas d'entreprendre une campagne d'agitation contre le dictateur parmi les ouvriers et les paysans, mais de faire appel à une cour d'urgence de la Havane pour qu'on arrête Batista pour infraction au Code de la Défense Sociale ! Leo Huberman et Paul Sweezy écrivirent dans leur apologie simpliste de Castro (« Cuba, Anatomy of a Revolution » — 1960) : « Quand sa pétition pour l'emprisonnement de Batista fut rejetée par la Cour, Fidel décida qu'il n'y avait qu'un seul moyen de renverser l'usurpateur — la révolution. » Ses buts, toujours d'après eux, étaient un « gouvernement honnête » et « la souveraineté authentique pour Cuba. »

Les méthodes auxquelles le jeune avocat eut alors recours restèrent tout à fait dans le cadre de la politique bourgeoise traditionnelle de l'Amérique Latine. Divers pseudo-marxistes — depuis Castro lui-même jusqu'aux disciples du pseudo-trotskyte Ernest Mandel — essayèrent de faire croire que la « stratégie » de guérilla à Cuba était à la gauche du réformisme stalinien traditionnel parcequ'elle passait par la « lutte armée. » Ils « oublient » que dans les conditions instables de l'Amérique Latine, presque chaque tendance politique a pris les armes à un moment ou à un autre. La première tentative révolutionnaire de Castro par exemple, ne fut qu'un *pronunciamento* comme tant d'autres dans l'histoire du continent sud-américain.

L'assaut contre la Moncada devait procéder par une attaque surprise sur la caserne où étaient cantonnés un millier de soldats ; il avait été prévu ensuite de saisir leurs armes, d'occuper la station de radio et de diffuser le dernier discours d'Eduardo Chibas (qui s'était suicidé en 1951),

édition française

SPARTACIST 

(Fourth Internationalist)

Edité sous la direction du Secrétariat Intérimaire de la tendance Spartaciste internationale, selon les termes de la Déclaration pour organiser une tendance trotskyste internationale.

une revue du
MARXISME REVOLUTIONNAIRE

Comité de rédaction: L. Gordon
J. Sharpe
J. Lesueur

Mary Gordon pour la réalisation

Spartacist Publishing Co.

Box 1377, GPO, New York, N.Y. 10001 USA

numéro 12



novembre 1976



Au cours du 20ème anniversaire de l'assaut contre la Moncada, les tanques russes défilent

puis de faire un appel au peuple cubain pour qu'il s'insurge contre son dictateur. Des actions du même type ont eu lieu des dizaines de fois au Mexique, en Bolivie, au Pérou et en Argentine. Pourtant, cette fois, ce fut un échec, en partie à cause de la mauvaise préparation, et la plupart des 200 attaquants moururent pendant l'attaque, ou furent assassinés par les tortionnaires de Batista dans l'opération de nettoyage qui suivit l'attaque.

Le programme du mouvement du 26 juillet

Durant son procès en septembre de la même année, Castro (qui s'était caché dans les collines près de la capitale provinciale orientale avant d'être découvert et arrêté) réussit à inverser les rôles et, dans un discours dramatique, à accuser le régime d'opprimer «le peuple.» Dans ce discours, qui fut par la suite édité et publié sous la forme de la brochure «L'histoire m' absoudra», Castro énonça les cinq «lois révolutionnaires» qui d'après lui auraient dû être proclamées à la suite de la prise de la Moncada.

Ces décrets envisagés par Castro démontrent très clairement le contenu social de la révolution proposée par les rebelles du 26 juillet. Le premier décrétait le retour à la constitution de 1940, le second distribuait aux métayers et aux squatters des titres pour les terres (avec indemnisation par l'État des anciens propriétaires sur la base des rentes qu'ils auraient touchées au cours des dix années à venir), le troisième prévoyait le partage des bénéfices, le quatrième reconnaissait aux cultivateurs de canne à sucre le droit à 55% de la récolte de sucre (alors que jusque là, la part du lion revenait aux raffineries) et le dernier confisquait «les accumulations malhonnêtes de tous ceux qui avaient opéré des fraudes pendant les régimes précédents».

Comme l'a noté le journaliste académique anti-communiste Theodore Draper, «Il n'y a pour ainsi dire rien

dans le programme économique et social de «L'histoire m' absoudra» qui ne remonte pas au moins au programme de 1935 du Parti Auténtico du Dr. Grau St-Martin, sans parler de la propagande faite ultérieurement par Chibas» (*Castroism: Theory and Practice*, 1965).

En général on ne considère la lutte anti-Batista de Castro, après l'arrivée catastrophique du yacht Granma dans la province d'Oriente, que comme celle d'une toute petite bande de guérilleros qui petit à petit réussissait à gagner le soutien des *jibaros* (paysans). Mais le dirigeant du minuscule mouvement du 26 juillet négociait en même temps avec un certain nombre de politiciens bourgeois éminents. Le «manifeste de la Sierra Maestra» daté de juillet 1957, par exemple — le document rebelle qui a connu le plus grand tirage — est signé par Castro, par Raúl Chibas (frère d'Eduardo) et par Felipe Pazos, ex-président de la Banque Nationale de Cuba.

Le manifeste Castro-Chibas-Pazos lançait un appel pour: des élections «démocratiques et impartiales» organisées par un «gouvernement provisoire neutre»; «la dissociation de l'armée et de la politique»; la liberté de la presse; «une politique économique solide», «l'industrialisation»; et une réforme agraire pour céder la terre aux squatters et aux métayers (avec indemnisation préalable des propriétaires). Ce programme en dix points devait être réalisé par un Front Civil Révolutionnaire composé de représentants de tous les groupes d'opposition.

La dernière déclaration programmatique en provenance de la Sierra Maestra, en octobre 1958, au moment où s'effondrait le régime Batista, était la «Loi No. 3» sur la réforme agraire. Partant du principe de «la terre aux cultivateurs,» ce document ne fait mention ni de coopératives ni de fermes d'Etat.

Quand Fidel et Raúl Castro quittèrent la Sierra Maestra pour rejoindre Ernesto «Che» Guevara et Camilo Cienfuegos dans les plaines de la province Camagüey, avant de marcher sur la Havane, l'armée rebelle était loin d'être

une organisation de masse: elle ne comptait que 1.100 soldats, paysans pour la plupart.

Le gouvernement provisoire, installé avec l'accord de Castro, n'était guère dominé par des ministres du mouvement du 26 juillet. Le Président en était Manuel Urrutia, ancien juge; le Premier Ministre s'appelait José Miró Cardona et était ancien président de l'association des avocats de la Havane; le Ministre des Affaires Etrangères était Roberto Agramonte, candidat présidentiel du Partido Ortodoxo en 1952, tandis que Felipe Pazos redevenait président de la Banque Nationale. Au sein des nouvelles forces armées, Pedro Díaz Lanz devint le commandant en chef de l'Armée de l'Air Révolutionnaire. Tous ces hommes partirent aux USA rejoindre les *ex-batistianos* à Miami avant même la fin de l'année. Miró devint par la suite le dirigeant fantoche d'un « Conseil Révolutionnaire » créé par la CIA pour servir de façade à l'invasion de la Baie des Cochons en avril 1961.

La politique suivie par le nouveau régime dans ses premiers mois représentait certes une rupture d'avec la politique de laissez-faire, de débauche et de corruption omniprésente du « gouvernement » Batista, gouvernement qui fonctionnait un peu comme fonctionnerait un gouvernement américain avec Al Capone à la Maison Blanche. Néanmoins les mesures entreprises par le gouvernement révolutionnaire ne dépassaient pas les limites du régime capitaliste.

Parmi ces mesures l'on comptait: la réduction de moitié des tarifs d'électricité dans les régions rurales, la réduction des loyers pour les pauvres, allant jusqu'à 50%, la réalisation de la loi de la Sierra Maestra sur la réforme agraire avec saisie des terres des acolytes de Batista. Aux USA la presse bourgeoise, *Time Magazine* en tête, monta une campagne publicitaire réactionnaire contre la traduction en justice pour crimes de guerre des bouchers tachés de sang du régime Batista (dont les atrocités n'avaient jamais été dénoncés dans la presse impérialiste). En tout, seulement 550 des criminels les plus infâmes furent exécutés, avec l'approbation enthousiaste de presque toutes les classes de la population cubaine.

Mais bien que ce premier gouvernement post-Batista ait été dirigé par de vrais politiciens bourgeois-libéraux, le véritable pouvoir était aux mains de l'armée rebelle, ce qui explique pourquoi les dirigeants ouvertement contre-révolutionnaires partirent sans la moindre résistance. Les luttes de guérilla dans les montagnes avaient été marginales du point de vue militaire, mais elles avaient réussi à cristalliser l'immense haine des masses pour le régime Batista. Avant que les dirigeants du mouvement du 26 juillet aient même pénétré dans la capitale, l'armée officielle et l'appareil policier—le noyau du pouvoir d'Etat—s'étaient effondrés. Les castristes finirent de le balayer et organisèrent un nouvel appareil répressif recruté et organisé sur des bases nettement différentes.

L'armée de guérilla était une formation petite-bourgeoise, politiquement hétérogène, dont la direction était recrutée parmi les ex-étudiants et les professions libérales, et la base formée de paysans de la Sierra. Bien que Castro et les autres dirigeants aient signé divers programmes, manifestes, etc., avec les libéraux de l'opposition, leurs liens directs préalables avec la bourgeoisie avaient été rompus. Ce qui est encore plus important pour la suite, c'est que l'armée rebelle ne s'est pas

trouvée confrontée à un prolétariat militant et conscient de classe qui aurait polarisé les militants petits-bourgeois, en attirant certains d'entre eux du côté des travailleurs et en renvoyant les autres dans les bras d'Urrutia Miró et Cie. Par conséquent, ce qui existait à la Havane à la suite du renversement du régime Batista, était un phénomène fondamentalement transitoire et instable de par sa nature: un *gouvernement petit-bourgeois* qui ne défendait ni la propriété bourgeoise privée ni les formes de propriété collectivisée qui caractérisent la domination de classe du prolétariat (Cf. «Cuba and Marxist Theory,» *Marxist Bulletin* No. 8).

La consolidation d'un Etat ouvrier déformé

Bien qu'un tel régime ait été provisoirement indépendant de l'ordre bourgeois — c'est-à-dire qu'il n'existait pas, au



No. 1: Documentos de la tendencia espartaquista internacional
3 F/\$U.S..50

No. 2: Cuba y la Teoría Marxista
1,50 F/\$U.S..25

No. 3: Chile: Lecciones del Frente Popular
3 F/\$U.S..50

SPARTACIST PUBLISHING CO.
Box 1377 GPO, New York, N.Y. 10001, USA



Granma

15 avril 1961: des milliers d'ouvriers, de paysans et d'étudiants écoutent Castro leur annoncer que la révolution cubaine est «socialiste»

sens marxiste du terme, un Etat capitaliste, autrement dit un corps d'hommes armés voués à la défense d'une forme de propriété particulière — Castro ne put pas échapper à la lutte des classes. Après le 1er janvier 1959 un nouveau pouvoir d'Etat bourgeois aurait pu surgir à Cuba comme ce fut le cas après le départ de l'administration coloniale française d'Algérie, en 1962. Dans le cas de l'Algérie, ce processus fut aidé par la conclusion des Accords d'Evian, accords né-coloniaux qui protégeaient explicitement la propriété des colons français, et par le fait que le pouvoir fut livré à une armée régulière qui n'avait joué qu'un rôle minime dans la guerre de guérilla.

A Cuba, par contre, l'impérialisme US fut loin d'être obligeant et il déclencha très vite une lutte économique intensive contre les nouveaux dirigeants de la Havane — lutte qui conduisit rapidement à des actions militaires. Cette pression impérialiste poussa le noyau de la direction cubaine à gauche, tandis qu'elle menait d'autres éléments du mouvement du 26 juillet à rejoindre les libéraux bourgeois et les *batistianos* en exil.

La première confrontation importante avec la bourgeoisie indigène eut lieu au moment de la proclamation d'une loi modérée de réforme agraire en mai. La nouvelle loi demandait l'expropriation de toutes les terres de plus de 400 hectares environ, rachetées avec des bons du gouvernement révolutionnaire remboursables après 20 ans. La réaction était à prévoir: les propriétaires déclarèrent que c'était «pire que le communisme» et le Département d'Etat US envoya un message pieux déplorant le fait que les investisseurs américains n'aient pas été consultés au préalable.

La seconde mesure de Castro qui excita la colère des capitalistes, fut le remplacement de F. Pazos, à la tête de la Banque Nationale, par Guévara. En février 1960 le Vice-Premier Ministre soviétique, Mikoyan, fit une visite à Cuba où il signa un accord pour l'achat annuel d'un million de tonnes de sucre cubain. Cet accord libéra Cuba de sa dépendance quasi-totale vis-à-vis des Etats-Unis en matière d'exportation, et quand le 29 juin 1960 les raffineries de pétrole US à Cuba refusèrent d'accepter le pétrole brut

importé d'URSS, on les nationalisa. Le 3 juillet, le Congrès américain vota une loi mettant fin au quota de sucre cubain acheté par les USA, ce qui fit que deux jours plus tard, Castro saisissait les propriétés américaines à Cuba (en particulier les raffineries de sucre).

La polarisation au sein du mouvement castriste hétéroclite s'était développée entre temps à une allure rapide. Au mois de juillet 1959, déjà, le président Urrutia avait provoqué une crise gouvernementale en s'attaquant au PSP et au communisme et, presque en même temps, le commandant en chef de l'armée de l'air, Diaz Lanz, avait demandé au Ministre de la Défense Raúl Castro de purger les forces armées des communistes. Diaz s'enfuit bien vite aux USA; Urrutia démissionna et Osvaldo Dorticos fut nommé à sa place. Au mois d'octobre, Hubert Matos, commandant militaire de la province de Camagüey, essaya d'organiser une rébellion régionale avec une vingtaine de ses officiers, mais il fut rapidement soumis et arrêté.

Cette différenciation ne se produisait pas uniquement dans les nouvelles forces armées. L'organisation du mouvement du 26 juillet de la Havane et son journal *Revolución* devinrent, dans les premiers mois de l'année 1959, un centre d'anti-communisme agressif.

La crise entre l'aile gauche et l'aile droite atteignit son summum dans la bataille des syndicats, où David Salvador fut placé à la tête de la Fédération du Travail cubaine (CTC) en remplacement de l'ami de Batista, le bandit Eusebio Mujal. Salvador supprima immédiatement l'unité pratique qui avait été établie à la fin de 1958 entre le PSP et le mouvement du 26 juillet au sein du mouvement syndical. Il nomma des non-communistes à tous les sièges du Comité Exécutif du CTC. Il y eut une confrontation décisive au congrès du CTC en novembre 1959, et à la suite d'une intervention personnelle de Castro, la résistance de l'aile anti-PSP (qui aurait compris un certain nombre d'*ex-mujalistas*) fut brisée. Salvador démissionna quelques mois plus tard, et le contrôle des syndicats passa aux mains d'un stalinien de longue date, Lazaro Peña (Cf. J.P. Morray, *The Second Revolution in Cuba*, 1962).

Le pas décisif, en ce qui concerne les nationalisations, fut fait en automne 1960, par une série de saisies rapides (usines de tabac, banques américaines, puis, le 13 octobre, toutes les banques ainsi que 382 entreprises commerciales). Et à la mi-octobre, toutes les industries alimentaires, toutes les entreprises de produits chimiques, métallurgiques, de papier, de textiles et de produits pharmaceutiques; tous les chemins de fer, les ports, les imprimeries, l'industrie du bâtiment et les grands magasins furent nationalisés. L'Etat devenait ainsi propriétaire de 90% du potentiel industriel de Cuba.

La révolution permanente

En s'emparant de la propriété capitaliste à Cuba, le régime castriste offrait au monde le premier exemple d'expropriation de la bourgeoisie en tant que classe dans l'hémisphère occidental — et «cela à 150 kilomètres seulement de la Floride.» Cet événement fit que la révolution cubaine devint naturellement un objet de haine aux yeux des impérialistes et transforma du même coup Cuba et Castro en objets d'adoration pour les soi-disant

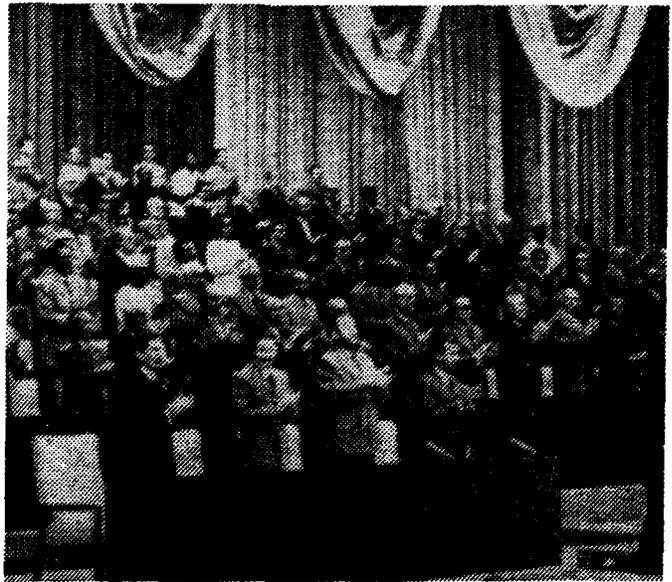
« révolutionnaires » de toute espèce, ainsi que pour une large couche de l'opinion petite-bourgeoise radicaliste. La Nouvelle Gauche, anti-léniniste jusqu'à la moëlle, s'empara instinctivement de cette révolution « faite par le peuple » sans parti léniniste et sans la participation de la classe ouvrière.

Pour ceux qui se réclament du trotskysme, par contre, la révolution cubaine soulevait d'importantes questions programmatiques. La théorie de la révolution permanente maintenait que dans les régions capitalistes arriérées, la bourgeoisie était trop faible et trop liée aux impérialistes et aux féodaux pour accomplir une révolution agraire, réaliser la démocratie et l'émancipation nationale — buts des révolutions bourgeoises classiques. L'analyse que fit Trotsky de la révolution russe de 1905 l'amena à insister sur le fait que le prolétariat doit établir sa propre domination de classe avec l'appui de la paysannerie, afin de pouvoir accomplir même les tâches démocratiques de la révolution bourgeoise; il serait aussi obligé dès le départ de prendre des mesures socialistes, ce qui donne à la révolution un caractère permanent.

La révolution cubaine démontra qu'une direction qui s'est engagée dans la voie insurrectionnelle, sans toutefois avoir eu la perspective de transcender son radicalisme petit-bourgeois, ne peut réaliser de véritable réforme agraire et ne peut émanciper le pays du joug de l'impérialisme yanqui qu'en détruisant la bourgeoisie en tant que classe. Cela confirmait la justesse de la compréhension marxiste selon laquelle la petite-bourgeoisie, composée d'éléments très instables et contradictoires auxquels il manque la puissance sociale requise pour une lutte indépendante pour la prise du pouvoir, n'est pas capable de fonder un nouveau mode caractéristique de rapports de propriété, et se voit au contraire obligée de se replier sur les formes de propriété de l'une des deux classes fondamentalement opposées de la société capitaliste: la bourgeoisie ou le prolétariat.

Ainsi la direction castriste, dans des circonstances exceptionnelles dues à l'effondrement du régime Batista en l'absence d'une classe ouvrière puissante, capable de lutter pour le pouvoir en son propre nom, a-t-elle été poussée par les pressions exercées par l'hostilité frénétique de l'impérialisme américain, à créer un Etat ouvrier déformé qui, une fois au pouvoir, et au fur et à mesure que les castristes consolidaient un appareil d'Etat bureaucratique, en est venu à reproduire le système de fonctionnement de l'URSS dégénérée. L'évolution de la direction cubaine de radicaux petits-bourgeois à des administrateurs d'un Etat ouvrier déformé (avec l'incorporation des communistes cubains) confirme la caractérisation que fit Trotsky des staliniens russes, quand il les qualifiait de « *caste petite-bourgeoise* » qui s'appuie sur les formes de propriété établies par la Révolution d'Octobre. De plus, la révolution cubaine confirme par la négative que seul le prolétariat conscient de classe, dirigé par un parti d'avant-garde marxiste, peut établir un Etat ouvrier révolutionnaire régi démocratiquement, et donc jeter les bases nécessaires à l'extension internationale de la révolution et ouvrir la voie au socialisme.

Alors que dans la Révolution Russe il a fallu une *contre-révolution* politique, sous Staline, pour produire un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé, la révolution cubaine fut déformée dès le départ. La classe ouvrière



Daily World

Premier Congrès du PCC en 16 ans!

cubaine, n'ayant pour ainsi dire joué aucun rôle dans le processus révolutionnaire, ne détint jamais le pouvoir politique. L'Etat cubain fut donc géré selon les caprices de la clique castriste, au lieu d'être administré par des conseils ouvriers (soviets) élus démocratiquement.

Le courant révisionniste qui avait vu le jour au sein du mouvement trotskyste, à la fin des années 50, découvrait dans la révolution cubaine la justification parfaite de son renoncement à la construction de partis d'avant-garde trotskystes. En refusant de prendre en considération l'indice crucial de la démocratie ouvrière, effaçant ainsi les différences qualitatives qu'il y a entre un Etat ouvrier déformé (tels la Russie stalinienne ou Cuba sous Castro), et l'Etat ouvrier sain de l'URSS de Lénine et de Trotsky, les partisans européens du « Secrétariat International » (SI) virent dans la révolution cubaine la preuve que des transformations révolutionnaires pouvaient se faire sans la direction d'une avant-garde prolétarienne. Cuba devint le modèle du « processus révolutionnaire » dans « les conditions nouvelles » — et le scénario auquel les révisionnistes continuent de se cramponner malgré l'échec d'innombrables luttes de guérilla en Amérique Latine, visant à reproduire la « voie cubaine. »

Pour le SWP (Socialist Workers Party-US — Parti Socialiste Ouvrier), par contre, l'affaire de Cuba fut un tournant dans la dégénérescence de ce parti en ce qui concerne sa représentativité du trotskysme révolutionnaire. Il avait lutté dans les années 50 contre le concept pabliste « d'entrisme profond » dans les partis réformistes de masse. Mais les effets du McCarthisme affaiblirent son intransigeance révolutionnaire et poussèrent les dirigeants du SWP à chercher désespérément une cause attrayante qui leur permettrait de sortir de leur isolement.

Joseph Hansen, dirigeant du SWP, s'écria donc avec enthousiasme:

« Quelle place le marxisme fait-il à une révolution, socialiste de tendance, mais impulsée par la paysannerie et dirigée par des révolutionnaires qui n'ont jamais prétendu avoir des buts socialistes... Cela ne figure pas sur les livres!... Si le marxisme n'a pas pourvu à de telles éventualités, peut-être serait-il temps que nous nous en

chargions. Ce ne serait pas, il me semble, trop demander en échange d'une révolution aussi belle que celle-ci.»

— *The Theory of the Cuban Revolution*, 1962 (souligné par nous).

Après avoir déclaré que la révolution était « socialiste de tendance » et après l'avoir comparée à la Russie sous Lénine, Hansen ne pouvait tout de même pas passer sous silence la question cruciale de la démocratie ouvrière. « Il est vrai qu'il manque encore à cet Etat ouvrier les formes de la démocratie prolétarienne » écrit-il. Mais il ajoute aussitôt que « ceci ne veut pas dire que la démocratie soit absente à Cuba. »

Les ténors du SWP profitèrent de la convergence de vues sur la question cubaine pour proposer une réunification. Dans un document intitulé « For Early Reunification of the World Trotskyist Movement » (Pour la réunification prochaine du mouvement trotskyste mondial), en 1963, le SWP parle de « l'apparition d'un Etat ouvrier à Cuba — dont la forme précise reste à déterminer, » et de « l'évolution vers le marxisme révolutionnaire [du] mouvement du 26 juillet » et conclut ainsi :

« Sur le chemin d'une révolution commencée par de simples revendications démocratiques et se terminant par la destruction des rapports de propriété capitalistes, l'organisation de la guérilla menée par des paysans sans terre et des forces semi-prolétariennes, sous une direction qui se trouve engagée à poursuivre la révolution jusqu'à son terme, peut jouer un rôle décisif pour miner le pouvoir colonial ou semi-colonial et précipiter sa chute... Cette leçon doit être consciemment incorporée à la stratégie de construction des partis marxistes révolutionnaires dans les pays coloniaux. »

— P. Frank, *La Quatrième Internationale*.

Face à ce révisionnisme flagrant, Healy et son Comité International suivirent tout simplement la politique de l'autruche et déclarèrent que Cuba, même après les

nationalisations de 1960, était un « régime bonapartiste érigé sur la base d'un Etat capitaliste, » un régime qualitativement identique au régime Batista. Mais à l'intérieur du SWP, la Revolutionary Tendency (RT — Tendance Révolutionnaire, précurseur de la Spartacist League), réussit à analyser le régime cubain après 1960 comme *Etat ouvrier déformé*, et à démontrer la portée de cette caractérisation pour la théorie marxiste.

Dans une résolution présentée en tant que contre-document au document de la direction du SWP « For the Early Reunification... », la RT affirme que « Les trotskystes sont à la fois les défenseurs les plus combattifs contre l'impérialisme, et de la révolution cubaine, et de l'Etat ouvrier qui en est issu, » mais elle ajoute : « Les trotskystes ne sauraient donner leur confiance et leur soutien politique, aussi critique soit-il, à un régime hostile aux principes et aux pratiques les plus élémentaires de la démocratie ouvrière... »

Rejetant de manière directe l'approbation enthousiaste du SWP pour le guérillérisme et le castrisme en remplacement de la perspective trotskyste de révolution prolétarienne, la résolution de la RT conclut :

« L'expérience acquise depuis la deuxième guerre mondiale a démontré que la guérilla paysanne sous une direction petite-bourgeoise ne peut d'elle-même aboutir qu'à un régime bureaucratique anti-prolétarien. La création de tels régimes s'est produite dans des conditions de putréfaction impérialiste, de démoralisation et de désorientation causées par les trahisons stalinienne, et en l'absence d'une direction marxiste révolutionnaire de la classe ouvrière. La révolution coloniale n'aurait de signification clairement progressiste que sous une telle direction prolétarienne révolutionnaire. Pour des trotskystes, introduire dans leur stratégie une révision de la nature *prolétarienne* de la direction dans la révolution constitue une profonde négation du marxisme-léninisme. » ●

ABONNEZ-VOUS

SPARTACIST
édition française

10 F les 4 numéros

écrire à

spécial SU

Pascal Alessandri
B.P. 336
75011 Paris
FRANCE

ou Spartacist Publishing Co.
Box 1377, G.P.O.
New York, New York 10001
USA



Après une longue campagne de solidarité internationale

Mario Muñoz et sa famille sauvés

Au début du mois d'août, Mario Muñoz Salas — le dirigeant en exil des mineurs chiliens qui fut la cible d'une vicieuse chasse à l'homme policière — muni d'un sauf-conduit pour sortir d'Argentine, reçut droit d'asile en Europe. Fin septembre, sa compagne, Olga Meneses Ibaseta, est arrivée à Paris, avec leurs 5 enfants et 4 jeunes parents, pour rejoindre Mario Muñoz. Des représentants du Partisan Defense Committee (PDC), de la Ligue Trotskyste de France, de la tendance Spartaciste internationale et du Comité de Défense des Prisonniers Ouvriers et Marins Chiliens étaient présents pour accueillir la famille.

La réunion, attendue depuis longtemps, marqua la conclusion victorieuse du travail du Comité pour Sauver Mario Muñoz, qui à partir de son effort pour sauver Muñoz lui-même, a réussi à faire une large publicité au sort de dizaines de milliers de réfugiés de gauche latino-américains qui sont pris au piège en Argentine par le coup de Videla. Un porte-parole du Comité de Défense des Prisonniers Ouvriers et Marins Chiliens — qui avait dirigé la campagne de défense avec le Partisan Defense Committee — déclara :

«La campagne avait une grande importance non seulement parce qu'elle avait sauvé Mario Muñoz et sa famille, mais aussi parce qu'à un moment donné elle avait réussi à briser le silence criminel des gouvernements européens sur les événements tragiques en Argentine.»

«Cette campagne est la campagne la plus importante depuis les coups de Pinochet et Videla, poursuit-il, surtout à cause de la ligne de classe que nous avons maintenue depuis son début. Nous avons mené une campagne sans capituler, mais en même temps nous avons réussi à gagner le soutien de maintes organisations, ce qui a rendu possible notre victoire.»

Nous reproduisons ci-dessous des extraits du communiqué fait par le PDC au moment de l'arrivée de Muñoz en Europe.

Communiqué du PDC

La campagne internationale pour sauver la vie de Mario Muñoz a joué un rôle clé pour arracher son sauf-conduit d'Argentine, sous les auspices de l'ONU ainsi que l'accord du gouvernement autrichien pour recevoir ce dirigeant syndical chilien persécuté et sa famille. La victoire témoigne de l'efficacité de la protestation internationale dans l'esprit de la solidarité ouvrière, cette même solidarité à laquelle Muñoz a dédié sa vie. Une campagne de défense se construit souvent sur des réputations internationales déjà acquises pour des intellectuels et des artistes très connus qui sont les victimes d'une terreur réactionnaire.

Mais des militants et dirigeants ouvriers tels que Mario Muñoz, bien que largement respectés dans leurs propres pays, ne sont pas souvent très connus à l'étranger et sont souvent négligés. Des campagnes de défense en leur faveur ne peuvent être construites que par des protestations de masse et par une publicité qui se centre sur le mouvement ouvrier, sur des bases anti-sectaires et qui enrôle aussi le soutien le plus large de tous ceux soucieux des droits humains.

Le Comité pour Sauver Mario Muñoz put mobiliser le soutien de centaines d'organisations ouvrières et socialistes, de dirigeants d'organisations ouvrières, d'organisations de défense et des droits civiques, et d'individus éminents dans cinq continents. D'innombrables résolutions furent votées, des lettres écrites, des demandes de renseignements faites et des télégrammes



Mario Muñoz arrive en Europe.

Hubert Schatzl

envoyés en faveur de Muñoz. Des articles et des lettres sur le sort de Muñoz, ainsi que sur celui d'autres réfugiés en danger, parurent dans *Le Monde*, le *New York Times*, le *New York Review of Books*, le *Globe and Mail* et le *Star* de Toronto, l'*Australian Tribune*, le *Morning Herald* de Sydney et bien d'autres publications, ouvrières et socialistes. Plus de 20.000 \$U.S. furent recueillis, dont 10.000 dans les derniers quinze jours de la campagne, quand on apprit que le gouvernement autrichien était d'accord pour recevoir Muñoz et sa famille. Une délégation internationale organisée par le Comité pour Sauver Mario Muñoz rencontra le Haut Commissaire des Réfugiés de l'ONU, le prince Sadruddin Aga Khan, à Genève, le 16 juillet 1976.

La délégation comprenait des représentants de la Jeune Génération des Socialistes d'Autriche, de l'Association Internationale des Juristes Catholiques, de la Confé-

dération Mondiale du Travail, de l'Association Suisse des Juristes Progressistes, de la Société des Amis de France, du Comité de Défense des Prisonniers Ouvriers et Marins Chiliens et du Comité pour Sauver Mario Muñoz. Le Haut Commissaire promit la coopération de l'ONU pour assurer le sauf-conduit de Muñoz hors d'Argentine.

Avant même le coup de Videla, le PDC avait mobilisé contre la répression droitière croissante en Argentine. Le 5 décembre, le PDC appelait à une manifestation devant l'ambassade argentine, à l'ONU, pour protester contre l'arrestation de 13 personnes accusées de trafic d'armes



Gabriel Salinas Alvarez, une des 13 personnes arrêtées en novembre 1975 à Buenos Aires, fut libéré le 17 août et arriva en Belgique le jour même. Le PDC avait attiré l'attention sur son cas et avait organisé une manifestation pour exiger sa libération.

pour la résistance chilienne, y compris dix réfugiés chiliens et Richard and Cristina Whitecross. Les Whitecross sont les seuls à avoir été relâché à ce jour, et le PDC continuera ses efforts en faveur des onze autres, jusqu'à ce qu'ils soient libérés.

Quarante-huit heures seulement après la prise du pouvoir par la junte de Videla, avec la prétention mensongère de respecter les libertés démocratiques, la police argentine traquait Mario Muñoz avec ordre de tirer à vue. Le 25 mars, elle faisait une descente dans sa maison, rouait de coups sa famille et menaçait de prendre en otage son enfant de deux mois. Muñoz, mineur depuis l'âge de 14 ans, est un dirigeant ouvrier très connu et respecté au Chili. Après le coup d'Etat sanglant de Pinochet en septembre 1973, lui et sa famille furent obligés de prendre la fuite en Argentine, tout comme des milliers d'ouvriers et de paysans chiliens. Muñoz continuait à aider ses frères de classe pendant les difficiles années d'exil. La descente de police brutale, le 25 mars, impliquait plus que le fait que Muñoz était un homme traqué dans deux pays. Elle démontrait que Videla suivrait les pas de Pinochet. L'attaque contre la

famille de Mario Muñoz fut l'amorce de la répression brutale qui devait s'abattre sur le mouvement ouvrier argentin et les milliers de réfugiés politiques qui n'avaient fui la terreur réactionnaire des pays voisins que pour voir les ombres noires de cette terreur les traquer jusqu'en leur refuge incertain.

La façade démocratique du coup d'Etat « blanc » des généraux « gentilshommes » fut d'abord acceptée et répandue par des journaux éminents tels que le *New York Times*. Au début, pas mal des gens que contactèrent le Comité pour Sauver Mario Muñoz ignoraient, niaient l'étendue de la terreur argentine. Mais le danger où se trouvaient les réfugiés en Argentine fut de nouveau démontré par l'arrestation, le 10 avril du dirigeant du MIR, Edgardo Enriquez et par son extradition au Chili, le 27 avril. Le PDC participa aux protestations internationales contre ce viol manifeste des conventions internationales concernant le droit d'asile par la junte de Videla. Plus tard, des oppositionnels libéraux de la dictature uruguayenne, Zelmar Michelini et Hector Guterrez Ruiz, furent kidnappés et assassinés par des gangsters de l'AAA (Association Anti-communiste Argentine), en collaboration avec les autorités argentine. Le 2 juillet, Mario Muñoz ainsi que 12 autres réfugiés chiliens furent arrachés de force du refuge auquel l'ONU les avait transférés, puis battus et torturés par la police argentine. Muñoz fut menacé de déportation au Chili; mais le lendemain, tous furent relâchés. Seul le soutien mobilisé par la campagne pour sauver Muñoz empêcha sa déportation et son assassinat par la police secrète chilienne.

Au fur et à mesure que la réalité de la suppression vicieuse et généralisée des droits humains devenait trop voyante pour pouvoir la masquer sous une rhétorique démocratique, et qu'on ne pouvait plus cacher les monceaux de cadavres—victimes des assassinats de la police et de l'AAA—la campagne pour sauver Mario Muñoz rencontra une réaction internationale contre la terreur de Videla, réaction à laquelle s'ajoutaient les témoignages des suites du coup d'Etat meurtrier de Pinochet. Malgré ses ressources modestes, la campagne pour sauver Mario Muñoz porte une responsabilité considérable pour avoir arraché la façade démocratique du « coup des gentilshommes » et pour avoir centralisé les protestations internationales contre la terreur de Videla. Le Comité pour Sauver Mario Muñoz sonna l'alarme non seulement pour ce dirigeant ouvrier en danger, mais aussi pour les milliers d'argentins de gauche, de dirigeants ouvriers, de militants et de réfugiés politiques menacés de déportation, d'emprisonnement et d'assassinat par la dictature argentine et par ses escadrons de la mort anti-communistes de police parallèle. Mario Muñoz est le symbole du sort de ces milliers de victimes de la répression droitière en Amérique du Sud. La conclusion victorieuse de cette campagne rehausse la lutte pour leur libération. Déjà, le vendredi 6 août, le Haut Commissaire des Réfugiés de l'ONU annonçait que l'Autriche, l'Angleterre, le Canada, la France, la Norvège et la Suisse acceptaient de recevoir près de 2.000 réfugiés latino-américains d'Argentine. •

Libérez toutes les victimes de la répression droitière en Argentine et au Chili!

Déclaration de relations fraternelles entre la TSI et l'OTR

- I -

Les événements de 1970 à 1973 au Chili ont servi et continuent de servir de test fondamental pour les capacités révolutionnaires de tous ceux qui prétendent parler au nom des intérêts historiques de la classe ouvrière. Ceux qui se réclament du socialisme et qui ont lié les masses exploitées aux officiers «constitutionnalistes» et à la bourgeoisie «anti-impérialiste» dans la coalition de l'Unité Populaire (UP) ont joué le rôle de barrage à la révolution et donc de complices de la contre-révolution. La première tâche de ceux qui veulent préparer l'insurrection prolétarienne pour balayer l'Etat bourgeois actuellement aux mains de la dictature sanguinaire de Pinochet, doit être de tirer les leçons du Front Populaire d'Allende. C'est la seule manière de faire rompre les masses d'avec leurs dirigeants traîtres réformistes et centristes qui ont ouvert la voie au coup d'Etat du 11 septembre 1973. Ce jour-là, le Front Populaire bourgeois a été remplacé par une autre forme de domination capitaliste, la junte militaire bonapartiste, qui fait l'équilibre entre les fractions et cliques de la moyenne et grande bourgeoisie, reflétant la pression des principaux pouvoirs impérialistes.

Déjà vers la fin de 1970, la tendance Spartaciste mettait en garde contre cela :

«Le devoir le plus élémentaire des marxistes révolutionnaires est de s'opposer irréconciliablement au Front Populaire dans les élections et de ne lui accorder aucune confiance quand il est au pouvoir. Tout «soutien critique» à la coalition d'Allende est une trahison de classe et ouvre la voie à une défaite sanglante des travailleurs chiliens, dès que les réactionnaires du pays, soutenus par l'impérialisme international, seront prêts.»

Malheureusement, il n'y avait pas au Chili de parti trotskyste pour rassembler les ouvriers autour du programme marxiste d'indépendance de classe, et les mises en garde de *Spartacist* n'ont été que trop confirmées par la réalité.

- II -

Comme Trotsky faisait remarquer en 1937 : «En réalité, le Front Populaire est la *question principale de la stratégie de classe prolétarienne pour cette époque*. Elle offre le

meilleur critère pour distinguer le bolchévisme du menchévisme.»

La plus grande organisation soi-disant révolutionnaire qui ne soit pas formellement incluse dans la coalition de l'UP, le MIR (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire), a été incapable de se poser en opposition de classe au Front Populaire. Bien que le MIR ait attiré une couche de jeunes militants venant principalement de la petite-bourgeoisie, et qu'il ait critiqué à plusieurs reprises le Parti Communiste, il n'a jamais rompu avec l'UP. Après les élections de septembre 1970, il a appelé les masses à soutenir Allende. Aujourd'hui, le MIR fait partie du Front Populaire en exil et cherche à «élargir» la coalition de collaboration de classe en y incluant même les démocrates chrétiens. L'héroïsme individuel de beaucoup de militants du MIR ne peut cacher la faillite politique de ces castristes chiliens, couverture de gauche du Front Populaire.

Les disciples des multiples soi-disant «Quatrièmes Internationales» n'ont pas eu non plus de politique trotskyste d'hostilité irréconciliable envers les Fronts Populaires. Les sympathisants du Secrétariat «Unifié» (SU) étaient ou bien embourbés dans un entrisme «sui generis» perpétuel dans le Parti Socialiste (tombeau traditionnel des pseudo-trotskystes chiliens) ou bien rampaient servilement devant le MIR. (En fait, le SU a même joué un rôle capital dans la création du MIR, ce qui n'a pas empêché les castristes de les expulser sommairement deux ans plus tard pour «trotskysme.» Voilà l'opportunisme récompensé!) Les militants du SU ont qualifié les éléments bourgeois de l'UP d'insignifiants, maquillant le régime d'Allende en «réformiste» et l'appelant à appliquer son propre programme bourgeois.

Pour ce qui est des deux groupes chiliens qui adhèrent au Comité d'Organisation pour la Reconstruction de la Quatrième Internationale que dirige l'OCI française, il n'ont ni l'un ni l'autre caractérisé l'UP de Front Populaire avant le coup d'Etat de Pinochet. Le minuscule groupe posadiste considérait quant à lui le régime d'Allende comme un «gouvernement révolutionnaire,» catégorie qui selon lui inclut d'ailleurs aussi les junte militaires du Pérou et de Panama.

- III -

Il y eut pourtant au Chili des militants qui s'efforcèrent de s'opposer à la collaboration de classe des deux

principaux partis réformistes—ou, comme le disait Lénine, les partis ouvriers bourgeois—le PC et le PS. Fin 1972, des éléments de la TRO (Tendance Révolutionnaire Octobre, apparentée à la minorité internationale réformiste du SU) refusèrent de s'engager dans la fusion avec le FRT (Front Trotskyiste Révolutionnaire, dirigé par L. Vitale et apparenté à la majorité centriste du SU) du fait que les divergences sur Cuba et le guérillisme n'avaient pas été résolues, ni même discutées, et à cause du manque de ligne révolutionnaire envers l'UP. Ce groupe fut en conséquence exclu immédiatement par le Comité Central élu à la Conférence de Fondation du PSR (Parti Socialiste Révolutionnaire) avec entre autres des accusations «d'ultra-gauchisme.»

La tendance exclue devint l'Organisation Trotskyiste Révolutionnaire (OTR). Sa direction centrale comprend des dirigeants syndicaux qui ont depuis de nombreuses années dirigé les luttes de mineurs chiliens, contre les monopoles américains, tout comme contre les agences d'Etat de la bourgeoisie chilienne. Après avoir rompu avec le PS au moment des élections législatives du mois de mars, ils appelèrent à voter pour l'Union Populaire Socialiste (USOPO), scission du PS, bien que ne lui accordant aucune confiance politique. Les dirigeants de l'USOPO étaient réformistes, mais ils avaient dû rompre avec le Front Populaire à cause de l'opposition de gauche des mineurs de cuivre (leur base) à l'UP. Peu de temps avant le coup d'Etat de Pinochet, les dirigeants de l'OTR se trouvèrent à la tête d'une marche d'ouvriers sur Santiago, aux cris de «Rompez avec la bourgeoisie!»

A la suite de cela, l'OTR écrivait dans le document «Une défaite politique et la nécessité d'un bilan,» approuvé par sa conférence d'octobre 1974:

«Dire que le caractère de l'UP était réformiste revient à être complice des trahisons commises... Aussi l'UP doit-elle être incluse dans la liste des vieux Fronts Populaires, modèles destinés à trahir la classe ouvrière.»

- IV -

Au moment du mariage à la sauvette qui résultat dans la constitution du PSR en novembre 1972, la tendance qui devint l'Organisation Trotskyiste Révolutionnaire du Chili avait déjà eu l'expérience des manoeuvres sans principes des fractions concurrentes du SU. En exil, l'OTR entra en contact direct avec la direction du Secrétariat Unifié. Elle fut invitée au «Xème Congrès Mondial» du SU, mais fut informée qu'il n'y aurait pas de discussion sur le Chili! Ce qui est logique pour une pseudo-Internationale qui a déclaré en 1971 que le régime d'Allende était un Front Populaire, alors qu'aucun de ses groupes sympathisants à l'intérieur du Chili n'a jamais eu cette position, et qui en 1973, après le coup d'Etat, a accordé à l'UP le statut de réformiste pour la réhabiliter après décès. Vraiment, tout bilan honnête des événements chiliens ne peut être qu'une condamnation de l'opportunisme du SU et de son incapacité à présenter une opposition révolutionnaire à la collaboration de classe.

L'OCI aussi, tout comme le SU, a qualifié le régime d'Allende de Front Populaire (bien qu'elle n'ait jamais fait

le pas décisif d'appeler à l'opposition électorale à tous les partis de la coalition de l'UP) sans que ses partisans chiliens fassent la même caractérisation. Quand elle a discuté avec l'OCI, l'OTR a énergiquement rejeté l'appel de celle-ci à voter pour Mitterrand (candidat du Front Populaire de l'Union de la Gauche aux élections présidentielles de 1974) et s'est opposée à la politique suiviste de l'OCI par rapport au Parti Socialiste portugais. En 1971, après que sa politique centriste capitularde ait joué un grand rôle dans la ruine des chances d'une révolution bolivienne, l'allié latino-américain le plus important de l'OCI, le POR de G. Lora, conclut un pacte politique avec le président renversé de Bolivie, le Général Torres. C'est à la suite de cela que l'OCI a appelé à étendre cette alliance avec la bourgeoisie «anti-impérialiste» à une échelle continentale, pour en faire un super-Kuomintang latino-américain. Ces politiques traîtres nous font entrevoir les appétits qu'ont ces pseudo-trotskyistes à trahir d'une façon aussi monstrueuse que le PS et le PC chiliens.

Quand elle est entrée en contact avec la tendance Spartaciste internationale (TSI), l'OTR se trouvait en accord fondamental avec l'opposition de classe conséquente de celle-ci au front populaire, avancée dans ses prises de position à l'époque même où la popularité d'Allende était au plus haut et exprimée dans les articles rassemblés dans *Cuadernos Marxistas* No. 3 («Chile: Lecciones del Frente Popular»). Cet accord de départ s'étendit à la compréhension de la nature de Cuba en tant qu'Etat ouvrier bureaucratiquement déformé. Les opportunistes du Secrétariat Unifié ont construit leur pseudo-Internationale sur la capitulation à la popularité de Castro dans la petite-bourgeoisie radicalisée, qualifiant Cuba d'Etat ouvrier sain auquel il ne «manquait» que les «formes» de la démocratie prolétarienne. Le prédécesseur de la Spartacist League/US, la Tendance Révolutionnaire au sein du Socialist Workers Party (SWP) des Etats-Unis, avait au contraire protesté que Cuba était un Etat ouvrier déformé dans lequel seulement une révolution politique dirigée par un parti trotskyste pourrait réaliser la démocratie ouvrière. C'est pour avoir défendu ce

MARKIST BULLETINS

Documentation sur la lutte de la SL contre le révisionnisme pabliste du SWP (1960-64)

- No. 1—“In Defense of a Revolutionary Perspective.” A statement of basic position by the Revolutionary Tendency. Presented to the June 1962 plenary meeting of the National Committee of the Socialist Workers Party. U.S. \$.50
- No. 2—“The Nature of the Socialist Workers Party—Revolutionary or Centrist?” Discussion material of the Revolutionary Tendency within the SWP. U.S. \$1.50
- No. 4—“Expulsion from the Socialist Workers Party.” Documents on the exclusion of the Revolutionary Tendency supporters. Parts I and II. Each part: U.S. \$1.25

SPARTACIST PUBLISHING CO.
Box 1377, GPO/NY, NY 10001 USA

programme marxiste que la Tendance Révolutionnaire fut exclue du SWP. Cette exclusion s'inscrivait dans le processus de la dégénérescence rapide de ce parti qui devait passer du centrisme au réformisme social-démocrate timoré. En remontant dans l'histoire du mouvement trotskyste international, on retrouvait l'origine de la capitulation du SU au castrisme dans le liquidationnisme pabliste qui avait détruit la Quatrième Internationale en 1951-1953.

- V -

La question du guérillisme fut, parmi les anciennes positions héritées du pablisme que l'OTR eut à réévaluer, une des plus difficiles. Lorsqu'elle était dans la TRO, la tendance qui devint l'OTR avait été fortement guérilliste, accusant la direction de la TRO de ne pas mettre en application les décisions du «IXème Congrès Mondial» du SU sur la «lutte armée» en Amérique Latine. Quoique l'OTR ait rejeté la guérilla «foquiste» basée sur la paysannerie, elle était pour la lutte guérilliste des ouvriers.

En discutant avec la TSI, l'OTR en vint à la conclusion que les marxistes doivent s'opposer au guérillisme. Comme la Tendance Révolutionnaire l'affirmait en 1963 :

«L'expérience depuis la deuxième guerre mondiale a démontré que la guérilla basée sur la paysannerie avec une direction petite-bourgeoise ne peut mener en elle-même à rien de plus qu'à un régime bureaucratique anti-prolétarien.»

De plus, que ce soit sous la forme rurale ou urbaine (tupamaros) ou sous la forme de guévarisme, de «guerre populaire» maoïste, ou sous un déguisement «trotskyste» (comme dans les cas du PRT/ERP argentin), le guérillisme est hostile à la révolution prolétarienne et conduit inévitablement à des conceptions étapistes stalinienne de la révolution — ou en est le reflet — s'il ne mène pas carrément au nationalisme petit-bourgeois.

Le prolétariat ne peut pas soutenir une guerre de guérilla, car le concept même implique l'absence de situation révolutionnaire et le genre de combats irréguliers qui exige une capacité de reculer rapidement. En plus de son intérêt de classe évident, c'est l'organisation du prolétariat qui lui confère sa supériorité politique sur la paysannerie atomisée. Cette organisation est le résultat de la position de la classe ouvrière dans la structure de la société capitaliste. Sa retraite dans le maquis détruirait éventuellement la classe ou le caractère de classe de son avant-garde.

Il n'y a pas de meilleur exemple de l'impuissance du guérillisme face à une offensive concertée de la bourgeoisie, que la récente débâcle en Argentine. Bien que le guérillisme (urbain comme rural) y ait été plus développé, mieux financé et équipé, de plus longue durée et plus varié que nulle part ailleurs en Amérique Latine, aucun des groupes guérillistes n'a pu même lever le petit doigt contre le coup d'Etat de Videla ou même, empêcher de sévir les trop fameuses brigades de la mort de l'AAA qui assassinent impunément des milliers de militants de gauche et de dirigeants ouvriers depuis trois ans.

Le parti révolutionnaire doit évidemment prendre une part active dans l'organisation et l'auto-défense des masses travailleuses et l'utilisation de tactique de guérilla est souvent une nécessité vitale comme tactique subordonnée

de guerre civile. Mais la voie du pouvoir pour le prolétariat passe par l'insurrection des masses contre l'Etat bourgeois. L'organisation militaire principale de l'insurrection doit être un bras de l'organisation de masse de la classe ouvrière, et doit être conduite par celle-ci, qui est elle-même dirigée par le parti d'avant-garde léniniste.

- VI -

En Amérique Latine, le guérillisme d'inspiration castriste a conduit toute une génération de militants subjectivement révolutionnaires de défaite en défaite, et au massacre inutile de beaucoup de combattants des plus dévoués et des plus courageux. Dans de nombreux pays, des milliers de militants ont été cruellement trompés par les prétentions au trotskysme des pablistes et d'autres révisionnistes et ont ainsi capitulé devant des directions non-prolétariennes.

Nous rejetons les prétentions des divers regroupements internationaux qui se font passer pour la Quatrième Internationale, à être la continuité, soit organisationnelle, soit politique, de l'organisation révolutionnaire fondée par Trotsky en 1938. L'expérience du Chili a une fois de plus démontré la faillite de ces imposteurs pseudo-trotskystes. Ceux qui en 1970-73 ont fourni au Front Populaire d'Allende une couverture de gauche ont, un an plus tard à peine, créé des illusions dans le MFA portugais et/ou ses collaborateurs du PS et du PC. Après avoir joué un rôle important dans la création du MIR, et s'être fait exclure de sa propre entreprise peu de temps après, le SU a renouvelé cette expérience désastreuse avec la débâcle du PRT/ERP guérilliste argentin, tout en donnant son appui au PST social-démocrate qui, à la même époque, soutenait politiquement le gouvernement péroniste. Seule une Internationale authentiquement trotskyste, solidement basée sur la théorie de la révolution permanente et décidée à détruire l'autorité de tous les dirigeants traîtres réformistes et centristes de la classe ouvrière, peut résoudre la crise de la direction prolétarienne.

Etant donné le grand nombre de militants subjectivement révolutionnaires qui sont à l'heure actuelle dans les rangs des diverses organisations pseudo-révolutionnaires et l'importance capitale qu'il y a de détruire politiquement le pablisme à l'échelle mondiale, l'Organisation Trotskyste Révolutionnaire et la tendance Spartaciste internationale conviennent, par la présente déclaration de relations fraternelles, d'entreprendre un travail commun pour la renaissance de la Quatrième Internationale. Nous cherchons à reforge la Quatrième Internationale en gagnant les meilleurs cadres et les meilleurs militants par un processus de regroupement révolutionnaire. Sur la base des points cités plus haut et l'accord avec la Déclaration des Principes de la Spartacist League/US, adopté ultérieurement par la TSI, les signataires de cette déclaration visent à l'unification de l'Organisation Trotskyste Révolutionnaire du Chili avec la tendance Spartaciste internationale, ce qui sera alors un grand pas en avant vers la formation de la Ligue Trotskyste Internationale, d'envergure mondiale.

17 mai 1976

Le SPD et la question femme (1875-1900)

Non au féminisme et à l'opportunisme !

Traduit de Women and Revolution, No. 8, printemps 1975

«Les débuts d'un mouvement de femmes prolétarien organisé et conscient de classe en Allemagne sont indissolublement liés à l'avènement et à la maturation de la conception socialiste de la société dans le prolétariat, au processus par lequel le prolétariat se forge en tant que classe, représenté politiquement et socialement par un parti de classe solide idéologiquement et organisationnellement. Les débuts du mouvement des femmes font partie de tout ce processus de développement — en fait partie, en fait, d'une manière très caractéristique — et fournissent un indice de son approfondissement. Les premières tentatives de rassembler les ouvrières sur une base de lutte de classes prolétarienne ont lieu justement en relation étroite avec la montée du mouvement syndical. Elles sont donc sociales-démocrates par essence car [en Allemagne] contrairement à d'autres pays, comme la Grande-Bretagne, les syndicats ont été impulsés par les partis politiques.»

— Clara Zetkin, *Zur Geschichte der proletarischen Frauenbewegung Deutschlands* (1928)

Entre 1875, année de sa fondation, et sa trahison historique en 1914, quand il a soutenu la guerre impérialiste, le Parti Social-Démocrate (SPD) allemand fut la direction théorique et organisationnelle reconnue du mouvement prolétarien mondial. Durant ces années, il réussit à faire une synthèse de l'analyse théorique marxiste de la question femme et de la stratégie et des tactiques qui continuent encore aujourd'hui à servir de modèles pour un travail communiste parmi les femmes. Loin d'être survenue spontanément, cette synthèse fut le produit de quelques 40 années de lutte acharnée de la part du parti allemand—et dans son sein même—pendant son travail de pionnier parmi les femmes.

Les débats sur la question femme furent liés de très près aux développements industriels et politiques de l'Allemagne (et donc de toute l'Europe), ainsi qu'à la lutte fractionnelle complexe qui s'envenima à l'intérieur du parti allemand dès les années 1890.

Dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, l'essor industriel de l'Allemagne, qui coïncidait avec sa consolidation nationale sous la direction du Chancelier Otto Von Bismarck, intégra pour la première fois des

couches entièrement nouvelles de la population—y compris des femmes—à la production industrielle et plaça la question femme au premier plan du jeune mouvement socialiste. Dans ces années-là, le SPD, comme les Syndicats Libres (qui étaient liés aux socialistes, contrairement aux syndicats d'entreprises et aux syndicats non socialistes), se développèrent pour devenir par la suite des organisations de masse.

Bismarck tenta de dissimuler son régime fondamentalement réactionnaire et répressif par quelques fragments de réforme démocratique et de législation sociale. Mais le Reichstag qualifié avec justesse par Wilhelm Liebknecht de «feuille de vigne de l'absolutisme,» ne possédait aucun pouvoir politique. Le suffrage soi-disant «universel» que Bismarck décréta, excluait de larges secteurs du prolétariat, parmi lesquels, évidemment, les femmes. Les Lois sur les Associations restreignaient sévèrement l'activité des partis politiques (et s'appliquaient d'ailleurs surtout aux partis de gauche); il était interdit aux femmes et à la jeunesse d'entrer dans un quelconque parti ou même, jusqu'en 1890, dans un quelconque syndicat. Le mouvement ouvrier dut donc dès le départ participer à une lutte pour la démocratie politique qui était une condition nécessaire à une existence véritable pour lui. C'est ce qui porta la sociale-démocratie allemande à la tête du gros du mouvement syndical au cours des premières années.

En 1878, trois ans seulement après la fondation du SPD à Gotha, Bismarck décréta les Lois Exceptionnelles ou Lois Anti-Socialistes qui interdirent l'organisation, la contraignant à la clandestinité, tout en autorisant les socialistes à se porter candidats et à siéger au Reichstag à titre individuel. Pendant les douzes années durant lesquelles ces lois furent appliquées, 1.500 personnes furent emprisonnées et 900 exilées. Mais cette période d'activité clandestine s'avéra être une période de grande expansion pour les partis socialistes (de même que pour les syndicats). Le soutien électoral du SPD progressa d'un demi-million de voix en 1877 (soit 9% du total des voix) à un million et demi en 1890 (soit 20% du total des voix), en dépit des tentatives de Bismarck de devancer les sociaux-démocrates en élaborant, au cours des années 1880, des réformes de la sécurité sociale d'une portée étendue. Mais ce fut à cette période que les bases organisationnelles de la dégénérescence du SPD furent jetées, étant donné que ses seules apparitions publiques étaient la fraction du

Reichstag qui fonctionnait presque de manière autonome par rapport à la direction du parti et par rapport aux syndicats. Les Lois Anti-Socialistes étaient spécialement répressives pour les femmes. Par exemple, quand au milieu des années 1880, des associations pour «l'auto-éducation des femmes» furent créés par des femmes proches du SPD (le premier «travail spécial parmi les femmes»), un décret extraordinaire fut adopté pour illégaliser ces groupes. Mais la répression politique sur le mouvement ouvrier *dans son ensemble* était tellement forte que d'étroits rapports de travail politique nés de l'oppression partagée et des aspirations communes s'y développèrent entre les hommes et les femmes.

Ce n'est pas dans le mouvement féministe, qui se limitait aux revendications bourgeoises, que les premières batailles pour les droits des travailleuses allemandes furent menées, mais dans les partis socialistes et dans les syndicats embryonnaires. Les femmes de la classe ouvrière furent



Clara Zetkin

donc traditionnellement partie intégrante de la lutte de la classe ouvrière toute entière contre l'oppression capitaliste.

Les questions posées par la croissance du prolétariat féminin, telles que la législation protectrice du travail pour les femmes, le rôle de la famille dans la société et le droit de vote des femmes, furent violemment débattues à l'intérieur du mouvement socialiste allemand à partir des années 1860, particulièrement entre l'aile marxiste et l'aile lassallienne qui fusionnèrent en 1875 pour former le SPD.

Le «socialisme» de Ferdinand Lassalle était une société qui reposait sur des coopératives d'Etat regroupant des producteurs et qui devaient être réalisées par l'introduction de la démocratie (c'est-à-dire du suffrage universel) et par l'unification de l'Allemagne sous le glaive prussien. Clara Zetkin fit une critique fondamentale du lassallisme dans son livre, *Zur Geschichte der proletarischen Frauenbewegung Deutschlands*, qui explique au moins partiellement la raison de l'incapacité des lassalliens à aboutir à une position correcte sur la question femme. Commentant la théorie de la «loi de fer des salaires» soutenue mécaniquement par le lassallisme, elle disait :

«Marx ne la reconnaissait ni comme de «fer» ni comme une loi. C'était plus une pierre d'achoppement pour le lassallisme qu'un avantage.

Se référant à cette loi, Lassalle avait essayé de prouver que l'augmentation continue du revenu du prolétariat — le

minimum absolu de survie mis à part — était impossible dans le système du salariat. Les adhérents occasionnels au lassallisme auraient pu soutenir, d'après ceci, que le salariat féminin ne signifiait pas une amélioration soutenue de la situation de la famille prolétarienne, mais plutôt, purement et simplement, une concurrence pour avoir sa part des «fonds de salaires» par un pouvoir de travail qui ne coûtait déjà pas cher au capitaliste. La situation des femmes pouvait seulement devenir meilleure par une amélioration [de la condition] des travailleurs, c'est-à-dire par l'abolition du système du salariat. Cette affirmation est basée sur une vérité historique correctement ressentie mais incorrectement démontrée : de même que la libération du prolétariat est seulement possible par l'abolition des rapports de production capitalistes, ainsi l'émancipation des femmes est-elle seulement possible par la suppression de la propriété privée. Mais à partir de cette vérité, il y a encore un long chemin jusqu'à l'exclusion fondamentale des femmes de tout mouvement politique ou économique.»

A son Sixième Rassemblement Général en 1867, l'Association Générale des Travailleurs Allemands de Lassalle adopta la position suivante :

«L'emploi des femmes dans les ateliers de l'industrie moderne est l'un des abus les plus scandaleux de notre époque. Scandaleux, parce qu'il n'améliore pas la situation matérielle de la classe ouvrière, mais la rend pire encore, et parce que la destruction de la famille en particulier réduit la population ouvrière à un état misérable dans lequel même les derniers vestiges de ses possessions idéales lui sont retirées. Ceci nous donne encore plus raison de rejeter les efforts actuels pour augmenter davantage le marché du travail des femmes. Seule l'abolition de la domination du capital peut assurer le remède par lequel des institutions organiques positives aboliront les rapports salariaux et donneront à chaque travailleur le produit entier de son travail.»

— Cité dans Thönnessen, *L'Emancipation des femmes—la montée et le déclin du mouvement des femmes dans la Social-Démocratie allemande, 1863-1933*

En même temps, les lassalliens avançaient la revendication d'un salaire pour la femme au foyer et, découlant de cela, en arrivaient à appeler à une grève des travailleurs hommes pour que les femmes soient tenues à l'écart de l'industrie dans le but de maintenir à un bon niveau le salaire des hommes, et dans l'espoir que cela renforcerait économiquement la famille, encourageant par là les femmes à se marier au lieu d'aller travailler.

Les partisans de Marx eux-mêmes n'ont pas eu, à tout moment dans l'histoire, une vision claire de la question femme. Marx, lui, analysait correctement la nécessité du travail féminin pour les capitalistes :

«Dans la mesure où la machine supprime la nécessité d'une dépense de force musculaire considérable, elle devient un moyen d'utilisation des travailleurs comparativement moins forts, de ceux dont la croissance corporelle est inachevée mais dont les membres ont davantage de souplesse. Le travail des femmes et des enfants fut, par conséquent, la première expression de l'utilisation capitaliste de la machine ! Ce substitut puissant du travail et des travailleurs se transforma rapidement en un moyen d'augmentation du nombre des salariés par l'enrôlement de tous les membres de la famille ouvrière, sans distinction de sexe ou d'âge, sous la domination directe du capital. Le travail forcé pour le capitaliste usurpa la place, non seulement du jeu pour les enfants, mais aussi du travail

gratuit du cercle domestique, dirigé par la famille elle-même, et à l'intérieur de limites modérées.»

— Marx, *Le Capital*, Tome I

De plus, il avait commenté dans le *Manifeste communiste* la « phraséologie bourgeoise écoeurante » des « relations intimes entre parents et enfants, » et avait tourné en dérision le canular du mariage bourgeois et de la famille, disant : « De même qu'en grammaire deux négations font une affirmation, nous pouvons dire que dans le marché du mariage, deux prostitutions font une vertu » (*La Sainte Famille*). Et pourtant, la section allemande embryonnaire de l'Association Internationale des Travailleurs marxistes (Première Internationale) publia en 1866, dans un document de discussion :

«Le travail légitime des femmes et des mères est au foyer et dans la vie de famille, de s'occuper, surveiller et subvenir à



August Bebel

Schocken Books

la première éducation des enfants, ce qui présuppose, il est vrai, que les femmes et les enfants eux-mêmes reçoivent une éducation appropriée. Allant de pair avec les devoirs importants de l'homme et du père dans la vie publique et dans la famille, la femme et la mère doivent représenter le confort et la poésie de la vie domestique, apporter la grâce et la beauté aux relations sociales et avoir une influence ennoblissante dans le développement de la joie de vivre de l'humanité.»

— Cité dans Thönnessen, *L'Emancipation des femmes*

Le désir des socialistes de protéger les femmes de la réelle brutalité de l'usine et de les confiner dans le « confort et la poésie » du foyer est compréhensible. Au cours de cette période d'expansion industrielle rapide en Allemagne, les conditions de travail, particulièrement celles des femmes et des enfants non organisés, étaient abominables. Et quand les parents travaillaient, les enfants du prolétariat étaient livrés à eux-mêmes dans les rues. La haute mortalité infantile, le surpeuplement des logements urbains, la maladie et la famine constituaient le sceau du capitalisme en plein développement. En outre, l'afflux des femmes, qui recevaient normalement des salaires plus bas que les hommes pour le même travail, était une menace claire et immédiate pour le mouvement ouvrier. C'est pourquoi, la justesse de la position que les femmes doivent être intégrées dans l'industrie — qui devint plus tard incontestée dans le

programme marxiste-léniniste — paraissait moins qu'évidente à l'époque.

Marx avait affirmé, dans *Le Capital*, que :

« Quelque terrible et quelque repoussante que puisse paraître la rupture de l'ancien système familial à l'intérieur de l'organisme de la société capitaliste, néanmoins, l'industrie de grande envergure, en assignant aux femmes, aux jeunes et aux enfants des deux sexes un rôle décisif dans l'organisation sociale du processus de la production, rôle qui doit s'accomplir en dehors du foyer, construit le fondement économique nouveau pour une forme plus élevée de la famille et des relations entre les sexes. »

Ce fut cette analyse matérialiste, qui voyait au-delà des conditions immédiates et reconnaissait que le *travail salarié ouvrait la porte à la seule possibilité réelle d'un changement social fondamental par l'exercice du pouvoir industriel*, qui permit aux marxistes, après un certain temps, de développer une perspective révolutionnaire correcte, alors qu'au contraire les positions des lassaliens demeuraient enracinées dans les préjugés bourgeois d'alors.

La législation de protection

La discussion sur la législation de protection dans le travail pour les femmes, ressemblait dans beaucoup de ses aspects à celle sur l'intégration des femmes dans l'industrie. Ici encore il y avait le fait que les conditions de travail des femmes étaient à l'époque encore pire que celles des hommes, car les femmes, qui n'avaient le plus souvent aucune formation et aucune spécialisation, et qui avaient été entraînées dès leur plus jeune âge à la docilité, étaient un matériau idéal pour l'exploitation abusive. La demande de lois pour protéger la femme au travail — revendication très radicale dans le sens où c'était un défi direct au droit des patrons à déterminer entièrement les conditions de travail — prit donc rapidement une grande importance dans la classe ouvrière allemande.

La question des lois de protection fut abordée à la conférence d'Eisenach, dans le Parti Travailleur Social-Démocrate nouvellement fondé, qui était le premier groupe marxiste organisé dans le pays. August Bebel et Wilhelm Liebknecht menèrent avec succès — contre une tendance lassalienne dans le parti — une bataille pour la restriction du travail féminin et l'interdiction du travail pour les enfants. Quoique cela ne représentait pas encore une position révolutionnaire sur la question, on reconnaissait tout de même que l'intégration des femmes dans la production était quelque chose de progressiste. Maintenant ce que les socialistes se demandaient, c'était comment le faire.

À la réunification des lassaliens et des eisenachiens, à Gotha en 1875, on adopta un programme de compromis qui, en général, favorisait plus les théories lassaliennes que les théories marxistes, mais qui était tout de même plus proche des positions marxistes en faveur d'une législation de protection pour les femmes et les enfants au travail. Ce programme fut la position officielle du SPD jusqu'à sa légalisation, au moment de l'expiration des lois d'oppression anti-socialistes en 1890.

À la conférence du parti à Halle, cette année-là, les dirigeants du travail femme — Emma Ihrer, Luise Zietz, et

Clara Zetkin — proposèrent le *rejet* des privilèges spéciaux pour les femmes et *demandèrent* l'extention de lois de protection à *tous* les travailleurs. Mais cette position qui résolvait correctement la question de législation de protection pour les femmes fut rejetée par le parti.

Le suffrage féminin

La question du suffrage fut particulièrement importante pour le mouvement socialiste allemand étant donné les lois électorales, particulièrement défavorables à la classe ouvrière, qui restèrent en vigueur dans ce pays jusqu'en 1918. En 1908, quand le SPD gagna pour la première fois 6 sièges à la Diète prussienne, ce fut avec 600.000 voix contre 418.000 seulement qui avaient donné 212 sièges aux Conservateurs!

Mais même sur la question du suffrage, il y eut des années de débat avant que puisse émerger une position claire et sans équivoque de soutien au droit de vote pour les femmes. Les lassalliens étaient pour le suffrage direct et à égalité pour tous les *hommes* de plus de 20 ans. A la conférence d'Eisenach en 1869, les marxistes proposèrent le droit de vote pour « tous les citoyens » et furent battus.

A la conférence de réunification de Gotha, six ans plus tard, Bebel et Liebknecht se battirent vigoureusement pour l'égalité du droit de vote:

« Il paraît que ceux qui s'opposent au droit de vote pour les femmes prétendent souvent que les femmes n'ont aucune formation politique. Mais il y a beaucoup d'hommes dans la même position, et si l'on raisonne ainsi, ils ne devraient pas avoir le droit de vote non plus. Le « troupeau des électeurs » que l'on a vu à toutes les élections n'était pas composé de femmes. Un parti qui a inscrit « l'égalité » sur sa bannière, contredit ses propres mots s'il refuse les droits politiques à la moitié de la race humaine. »

— Cité dans Thönnessen, *L'Emancipation des femmes*

On vota donc contre l'amendement de Liebknecht, mais on incorpora dans le programme la proposition de « suffrage direct et égal avec vote secret et obligatoire pour tous les citoyens de plus de 20 ans. » Cette formulation laissait délicatement de côté la question de savoir si les femmes faisaient ou non partie des citoyens. C'est finalement dans le programme d'Erfurt, en 1891, que le droit de vote des femmes fut proclamé d'une façon positive et sans ambiguïté; on y réclamait:

« [...] le suffrage direct, égal et universel, à bulletin secret, pour tous les citoyens du Reich de plus de 20 ans sans distinction de sexe » et « l'abolition de toutes les lois qui différencient les femmes des hommes en faveur de ces derniers, dans le secteur public et légal, pour les possibilités d'instruction gratuite, et entretien gratuit pour les jeunes gens et les jeunes filles qui sont de par leurs capacités considérés comme devant continuer leurs études. »

— Cité dans Thönnessen, *L'Emancipation des femmes*

Après 15 ans de lutte, le parti prit finalement une position ferme en faveur de l'émancipation des femmes, mais le Programme d'Erfurt dans lequel cette position apparut, résumait aussi les fissures politiques croissantes qui divisaient déjà le parti. Les sections théoriques du programme, malgré leur aspect révolutionnaire, ne se voyaient guère mises en pratique dans les sections

programmatiques essentiellement réformistes. On s'aperçut clairement plus tard que l'aile droite du parti avait surtout considéré la question du suffrage comme un avantage pour ses aspirations parlementaires. Ainsi le suffrage féminin, qui pour les révolutionnaires avait été un moyen d'éduquer toute la classe pour les luttes révolutionnaires, n'avait été pour les révisionnistes qu'un « truc » pour récupérer des voix dans le cadre de l'ordre bourgeois.

Clara Zetkin

La brochure de Clara Zetkin, « La question des travailleuses et des femmes du temps présent » (1889), fut un jalon important pour clarifier la position du SPD sur le travail femme. Elle y synthétise les composantes clés de la position marxiste sur cette question très discutée.

Les positions qu'elle avance — en particulier quand elle met l'accent sur le fait qu'un mouvement des femmes socialiste ne pourrait pas exister en dehors du mouvement socialiste dans son ensemble — furent adoptées plus tard



Ferdinand Lassalle

The Century Company,

par la Troisième Internationale en 1919-22 et sont toujours fondamentalement les positions actuelles des marxistes.

Dans sa brochure, Zetkin insiste que les « femmes doivent rester dans l'industrie malgré les grands cris poussés par les esprits étroits » et qu'« en fait, le cercle de leurs activités industrielles doit élargir et se consolider de jour en jour. » Cette position n'était pas seulement basée sur les écrits de Marx, mais aussi sur les positions marxistes



Verlag Kurt Desch

De gauche à droite: Dr. Friedrich Simon, Frieda Simon, Clara Zetkin, Engels, Julie et August Bebel, Ernst Schaffer, Régine et Eduard Bernstein

qu'avaient développées August Bebel dans *Les femmes et le socialisme* (1878) et Frederick Engels dans *Les origines de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* (1884). Zetkin démontrait comment l'industrialisation forçait déjà les capitalistes à prendre en charge certaines des fonctions de la famille (par exemple l'éducation), mais insistait qu'il n'y avait tout de même que le socialisme qui puisse garantir la socialisation de *toutes* les fonctions essentielles de la

famille, rendant ainsi possible la libération des femmes.

Zetkin faisait remarquer à ceux qui étaient contre l'intégration des femmes dans la production—sous prétexte que le travail faisait du tort aux femmes—que l'exclusion des femmes de l'industrie était une proposition réactionnaire, qui les remettait dans la condition d'impuissance qu'elles avaient connue auparavant et que les effets destructifs du travail sur les femmes ne seraient supprimés que par sa socialisation, c'est-à-dire, par la révolution socialiste. Et pour cela, disait-elle, l'industrialisation et l'éducation des femmes comme partie intégrante de la classe ouvrière étaient d'une importance *essentielle*:

« L'organisation et l'éducation politique des femmes travailleuses, la lutte pour atteindre l'égalité des droits économiques et politiques, ne sont pas seulement souhaitables pour le mouvement socialiste. Il est et sera de plus en plus une question de vie et de mort pour lui, au fur et à mesure que le développement de l'industrie chasse les hommes de la production, et que l'immense armée du prolétariat féminin se gonfle. *Un mouvement socialiste non seulement du prolétariat masculin mais aussi des millions de travailleuses industrielles, est certain d'être victorieux et de mener deux fois plus vite à la libération économique et politique du prolétariat tout entier.* »

— Clara Zetkin, *La question des femmes travailleuses*

L'année de la conférence d'Erfurt (1891), Clara Zetkin et Emma Ihrer prirent la direction d'un journal du SPD qui traitait spécifiquement de la question de l'émancipation des femmes. Il s'appelait « *Die Gleichheit* » (l'Égalité). Les rédactrices écrivirent à propos du « *Gleichheit* »:

« [Il] se battra avec toute l'énergie et l'acuité possible pour la libération sociale totale du monde des femmes prolétariennes, car celle-ci n'est possible que dans une société socialiste. C'est seulement dans une telle société que disparaîtra — en même temps que les relations de propriété et les relations économiques qui sont aujourd'hui dominantes — la contradiction sociale entre ceux qui sont

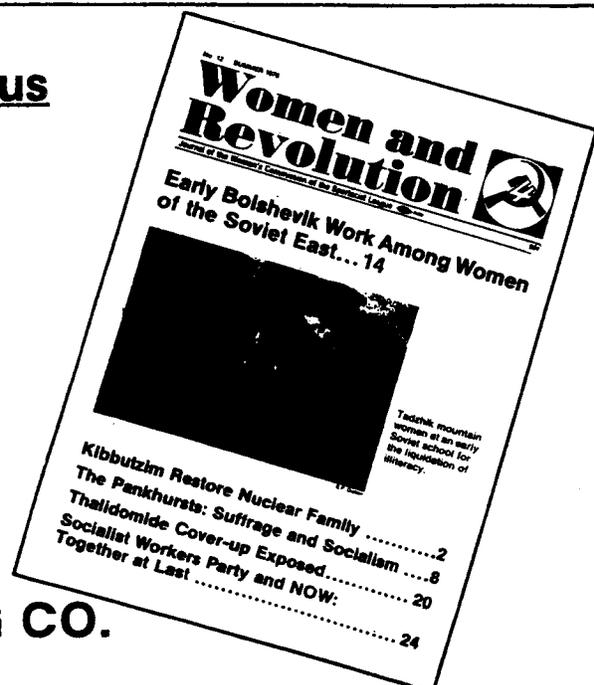
Abonnez-vous

journal de la
commission-femmes
de la Spartacist League

4 numéros
U.S. \$2.00

pour toute commande:

SPARTACIST PUBLISHING CO.
Box 1377, GPO
NY, NY 10001 USA



propriétaires et ceux qui ne le sont pas, entre l'homme et la femme, entre le travail physique et le travail intellectuel. Mais l'élimination de ces contradictions passe nécessairement par la lutte des classes: la libération du prolétariat ne peut qu'être l'oeuvre du prolétariat lui-même. Si la femme prolétaire veut être libre, elle doit se joindre au mouvement socialiste commun [...] Mais le point de vue caractéristique, le point de vue de la lutte des classes, doit être mis en relief d'une façon claire et sans ambiguïté dans un organe de presse destiné aux femmes prolétariennes. Et cela doit être fait d'autant plus clairement que les féministes bourgeoises se font un devoir, au moyen de belles phrases humanitaires et de petites concessions aux demandes de réforme des travailleuses, de faire des obstructions dans le monde des prolétariennes et d'essayer ainsi de les éloigner de la lutte des classes. Mais l'éducation des femmes du prolétariat, précisément en ce qui concerne la lutte des classes, continuera aussi dans l'avenir à être la tâche principale de «*Die Gleichheit*».

— Thönnessen, *L'Emancipation des femmes*

Dans les années qui suivirent, le SPD, et dans son travail femme en particulier, fut couronné de succès, mais son fonctionnement fut troublé par une différenciation politique grandissante dans le parti; différenciation qui devait le conduire à une scission ouverte en 1914. Et l'intervention du parti dans le mouvement des masses par le canal du «*Gleichheit*,» bien qu'en accord avec les positions théoriques du parti, était en contradiction profonde avec l'impulsion principale de dirigeants, derrière Karl Kautsky, qui se préoccupaient principalement de répondre aux appétits purement parlementaires et syndicalistes de leur électorat. Car il se produisait un tournant à cette époque, et la confiance qu'un changement social effectif pourrait se produire par le biais de l'activité parlementaire, devenait de plus en plus grande. Comme la base principale du parti consistait principalement dans le prolétariat industriel du nord et sa direction syndicale, il y avait de fortes pressions à faire des concessions au syndicalisme pur. D'autant plus qu'à cette période les syndicats grossissaient beaucoup plus vite que le SPD. Pour se conformer à la théorie des «*deux piliers*» (qui dit que les syndicats s'occupent des questions économiques et le parti des questions «*politiques*»), les syndicats adoptaient une position de «*neutralité*» politique. Ce compromis illusoire ne s'effondra que quelque dix ans plus tard, quand les directions syndicales démontrèrent dans la pratique leurs intentions fondamentalement réformistes. Forcée de choisir, la direction du parti, derrière Kautsky, capitula.

La direction centrale du travail femme, Zetkin en tête, lutta contre ce virage à droite de la majorité du parti. Durant toute cette période, et jusqu'en 1916, quand Zetkin fut enlevée de la rédaction du «*Gleichheit*,» le journal eut à subir continuellement les attaques de la droite prétendant qu'il était trop théorique, trop inaccessible, pas assez «*populaire*.» On essaya de liquider le journal et de le remplacer par un supplément du dimanche pour les femmes—qui serait «*compréhensible pour tout le monde*.» Zetkin, Zietz, Ihrer et d'autres membres de la gauche répliquèrent que l'intention de ce journal n'était pas d'être un journal familial, mais un instrument d'éducation théorique révolutionnaire; et que c'était une forme de travail particulier parmi les femmes politiquement conscientes, et destiné principalement aux membres et sympathisantes du SPD. La gauche du parti réussit pendant plusieurs années à mettre en échec ces tentatives pour «*simplifier*» (dépolitiser) le journal, et parvint à en



Wilhelm Liebknecht et sa femme

Verlag Kurt Desch

maintenir l'existence jusqu'en 1916, deux ans après la trahison décisive de la majorité du parti.

Il faut remarquer que le courant révisionniste du parti était nettement plus faible parmi les lecteurs et sympathisants de «*Die Gleichheit*.» Quand la Fraction Socialiste du SPD vota les crédits de guerre en 1914, «*Die Gleichheit*» entra publiquement dans l'opposition. Le fait que la plupart des camarades expérimentés qui avaient participé à ce travail parmi les femmes, ne prirent pas le camp de la majorité du SPD, donne la mesure du travail d'éducation politique systématique qui avait été accompli et de la qualité intransigeante de leur direction politique. A partir de ce moment-là, et jusqu'à l'exclusion de Zetkin de la rédaction, «*Die Gleichheit*» fut connu comme le journal international des femmes qui s'opposaient à la guerre impérialiste. Il fut l'une des quelques voix de l'aile gauche anti-guerre de la Deuxième Internationale, et devint — grâce à ses liens avec les socialistes de gauche de Russie, d'Autriche, d'Angleterre, de Belgique, des Etats-Unis et d'ailleurs — la sauvegarde politique de nombreuses femmes qui trouvèrent plus tard leur chemin dans la Troisième Internationale. ●

Contre les falsifications d'I.O.

Pour la démocratie ouvrière!

Le 21 octobre 1976

Bureau Politique, Organisation Communiste
Internationaliste,
Informations Ouvrières
Paris

Camarades,

Après les attaques brutales par un service d'ordre, sur l'ordre des dirigeants de l'OCI, contre le groupe varguiste—la Ligue Ouvrière Révolutionnaire—devant un meeting à la Mutualité le 1er octobre, nos camarades de la Ligue Trotskyste de France qui ont été témoins de l'agression contre la LOR ont envoyé une lettre au Bureau Politique de l'OCI, condamnant cette attaque.

Nous avons appris depuis que la LOR a l'intention de porter plainte contre un militant de l'OCI, suite à cette agression: nous ne pouvons que condamner l'empressement des varguistes à utiliser l'appareil judiciaire de l'Etat bourgeois contre une organisation ouvrière dans cette affaire.

Celle-ci semble prendre de l'envergure, car des articles condamnant la violence intentée par l'OCI ont paru dans les journaux de la Ligue Communiste Révolutionnaire et de Lutte Ouvrière, ainsi que dans notre journal aux Etats-Unis, *Workers Vanguard* (du 15 octobre). *Le Monde* a également rapporté ce qu'en dit *Rouge*. De toute évidence, *Informations Ouvrières* se sent visé, car il essaie de «répondre» en reprenant ses accusations contre Varga dans son numéro 771 (du 13-20 octobre). *IO* prétend pour ses lecteurs que la tendance Spartaciste croit au bien-fondé des accusations de l'OCI contre Varga. Le sujet de cet article — dont nous demandons qu'on publie la présente réponse dans *IO* à titre de rectificatif — c'est la tentative de faire dire à la tendance Spartaciste ce qu'elle n'a pas dit et de cacher soigneusement à ses lecteurs notre véritable position sur l'«affaire Varga.»

Il est parfaitement vrai que nous avons lutté, contre la LIRQI de Varga, pour la constitution d'une Commission d'Enquête impartiale, dont la Commission Dewey qui a enquêté sur les calomnies de Staline contre Trotsky fut l'exemple définitif; car à notre avis les documents publiés par l'OCI rendent une telle commission nécessaire. C'est précisément le devoir de la Commission d'Enquête de statuer formellement sur cette question. Mais de là à prétendre que les accusations soient prouvées, il y a loin. Notre avis reste fondamentalement le même qu'en février 1975 lors de la publication d'un long article dans *Spartacist* (édition française) No. 8—d'où l'OCI puise ses citations

(*Spartacist* est disponible: s'adresser à Pascal Alessandri, B.P. 336, 75011 Paris). Nous disions alors que pour nous, si effectivement Varga est un personnage douteux, d'une part, il n'en est pas moins vrai que, d'autre part, l'OCI n'avait fourni *aucune preuve suffisante* pour confirmer ses accusations contre Varga—selon lesquelles il serait un agent de la CIA et/ou du KGB. Nous écrivions dans *Spartacist* (édition française):

«Malheureusement, la conduite criminellement irresponsable de l'OCI qui refusa à présenter de façon honnête son cas contre Varga devant le mouvement ouvrier, n'est dépassée que par la réponse étonnamment légère du groupe Varga aux accusations en question [...]

Et en résumant notre évaluation des documents publiés par l'OCI:

«Mais la 'démonstration politique' que Varga était un agent du KGB ne fut *jamais* faite par l'OCI, le pamphlet qui nous intéresse était supposé *l'établir*. Aussi, la logique de l'OCI est-elle totalement frauduleuse et ses méthodes étrangères à la méthodologie et la moralité bolchéviques.»

La phrase citée par *IO* pour «démontrer» que la tendance Spartaciste soutiendrait la position de l'OCI selon laquelle Varga serait un «agent stipendié» de la CIA—«un agent de la CIA n'est pas un 'centriste,' c'est un élément totalement et irrévocablement étranger au mouvement ouvrier»—visait en fait les varguistes qui, pour repousser les accusations de l'OCI, disaient simplement que Varga était alors (en 1958-60) un «centriste.» Nous indiquions qu'il y a une différence de classe entre un agent policier (au cas où cela s'avérerait vrai) et un centriste. Et effectivement, la phrase qui suivait celle citée dans *IO* disait:

«Une organisation qui paraît ne pas s'intéresser à la question de savoir *si son fondateur le plus connu est ou non* un agent de la CIA ne peut guère s'attendre à être pris au sérieux.» (souligné par moi)

Tout cela, les camarades dirigeants de l'OCI le savent fort bien. Il paraît donc impossible de ne pas arriver à la conclusion que la présentation de ces faits par l'OCI représente un amalgame mensonger de notre position sur «l'affaire Varga.»

Salutations trotskystes,

John Sharpe
Pour la tendance Spartaciste
internationale

Copie à: *Rouge*, *LO*, *WSL*, *SWP*.

étiquettes ...

suite de la page 32

TMI (regroupés dans la malheureuse «Tendance Internationaliste», qui a depuis disparu), le 4 juillet 1974, et demanda sans façon à Mandel et compagnie de retirer leur nez de ses affaires intérieures. La TMI hurle contre le «fédéralisme» du SWP mais finit par céder au régime ouvertement anti-démocratique de ses «supporters fraternels» américains. Aujourd'hui, le SWP recherche assidûment un nouveau mariage de raison international, comme s'il avait oublié qu'il n'avait pas encore divorcé avec la TMI.

Le SWP a été tout à fait explicite dans son renoncement au principe léniniste du centralisme démocratique international. Selon les propres paroles de Jack Barnes, secrétaire national du SWP:

«La structure de l'internationale est différente de celle du parti. Ainsi, les décisions de l'internationale n'engagent pas les membres des partis nationaux. En d'autres termes, l'instance la plus haute d'un parti est sa conférence nationale—elle décide de ses tactiques et élit sa direction — et non pas les conférences, congrès ou réunions de la Quatrième Internationale.»

— *The Militant*, 11 juin 1976.

Le contexte rend ce renoncement flagrant des normes léninistes encore plus méprisable: il fait partie d'une déposition qui est un élément-clé du procès contre les «Watergates socialistes» intenté par le SWP contre le FBI. Il faut noter que c'est le SWP qui a intenté ce procès, et pas le gouvernement.

De plus, le renoncement gratuit par Barnes aux normes du centralisme démocratique est accompagné d'une note explicative (*The Militant*, 18 juin) qui admet que le SWP a volontairement fourni au tribunal des «exemplaires des documents, des résolutions, des discours et des brochures du parti». Ceci explique pourquoi les bulletins internationaux internes du SWP se trouvaient dans les dossiers de la Cour (cf. «SWP Renounces Revolution in Court» [Le SWP renonce à la révolution devant le tribunal], *Workers Vanguard*, No. 59, 3 janvier 1975). Chose qui mènerait au moins à l'enquête d'une Commission de Contrôle dans une Internationale révolutionnaire digne de ce nom.

Depuis un certain temps, il est clair que le SWP n'a pas l'intention de laisser l'«internationale» lui dire ce qu'il faut faire. Auparavant, il avait été heureux de se cacher derrière le tigre en papier de la loi Voorhis (une loi réactionnaire qui empêche toute affiliation internationale; elle est évidemment anticonstitutionnelle et n'a jamais été appliquée). Maintenant, Barnes a transformé la déclaration d'indépendance du SWP en «principe».

Pour Trotsky, il n'y avait pas de «différence» en ce qui concerne le centralisme démocratique au niveau international. Les statuts de fondation de la Quatrième Internationale (qui, au cas où les dirigeants du SWP l'auraient oublié, s'appelle «Parti Mondial de la Révolution Socialiste») constatent sans ambiguïté:

«[...] les sections sont tenues d'observer les décisions et les résolutions de la Conférence Internationale et, en son absence, celles du Comité Exécutif International qui est

représenté, dans les intervalles entre ses réunions, par le Secrétariat International.»

Sur le papier, la Majorité révisionniste du SU, elle-même, se déclare en faveur d'une organisation internationale disciplinée. Ses statuts, tels qu'ils ont été publiés après le «Congrès Mondial» de 1974, déclarent:

«L'instance suprême de la Quatrième internationale est constituée par le Congrès Mondial [...]

«Les décisions des organismes supérieurs sont strictement obligatoires pour les organismes inférieurs [...]

«Les décisions sont acquises par un vote à la majorité. Les minorités sont obligées d'appliquer les décisions majoritaires.»

En pratique, la majorité a depuis longtemps abandonné le centralisme démocratique international afin de maintenir l'«unité» rafistolée de son «internationale». Cependant, maintenant, elle trouve aussi des raisons pour renoncer aux formalités. Tout comme Staline trouva commode de dissoudre officiellement la Troisième Internationale qui était devenue un encombrement qui ne faisait qu'effrayer inutilement la bourgeoisie, la TMI a découvert que les étiquettes orthodoxes telles que «Quatrième Internationale» et «centralisme démocratique» la gênent dans ses appétits en direction des centristes et des sociaux-démocrates timides de l'«avant-garde large» (ex «nouvelle» et «de masse»).

L'«avant-garde large», ce conglomérat défini d'une façon impressionniste, est composée de radicaux petits-bourgeois, de mouvements nationalistes du «Tiers-Monde», d'ouvriers combattifs en rupture avec le Parti Communiste, de couches opprimées telles les minorités raciales et les femmes—enfin, tout ce qui se met à plaire à la TMI à un moment donné. La TMI a inventé cette catégorie fourre-tout qui correspondrait à la fois à un pool de recrutement — où l'on attirera du monde selon l'humeur à la mode — et à des forces «révolutionnaires» toutes faites dont la combativité spontanée rendrait superflu un parti d'avant-garde trotskyste à la tête d'une classe ouvrière consciente et organisée.

Que signifient les étiquettes ?

La Ligue Communiste Révolutionnaire française (LCR) est le fleuron et la principale base de la TMI. Et pour autant que cette dernière sache, l'incarnation de l'«avant-garde large» est le PSU (Parti Socialiste Unifié) social-démocrate de gauche; et plus particulièrement l'aile du PSU qui est inspirée politiquement par des ex-trotskyistes tels que Yvan Craipeau et Michel Pablo. Depuis un certain temps, la LCR a envisagé les possibilités d'entrisme ou de fusion avec le PSU — dans la résolution politique du premier congrès de la LCR, on qualifie le PSU de «centriste» et on l'inclut dans l'«extrême-gauche révolutionnaire», avec le commentaire suivant:

«Car il faut dire clairement que nous devons viser plus et plus loin que les alliances tactiques et les coopérations méfiantes. Sur la base d'un débat préalable sur la stratégie révolutionnaire et la destruction de l'Etat bourgeois, sur la caractérisation de l'U.G. et la tactique face aux réformistes, et d'une pratique écartant tout esprit de secte, c'est à la construction d'une organisation révolutionnaire

commune [de «l'extrême-gauche»] qu'il faut viser» (souligné dans l'original).

— *Rouge*, 24 décembre 1974

Maintenant, il semblerait que Pablo et compagnie soient d'accord pour considérer un «regroupement» — dans certaines conditions bien sûr: il faudrait se débarrasser de certains éléments de la LCR (Tendances 1 et 4) et du nom de «Quatrième Internationale».

Attiré par l'offre, Ernest Mandel s'est jeté sur les pages de *Politique Hebdo* (10-16 juin 1976) — hebdomadaire de gauche que la LCR utilise comme intermédiaire pour faire ses avances au PSU — pour prouver sa «sagesse» et détromper les sceptiques qui penseraient que ses associés pourraient s'enliser dans des formalités dogmatiques. On voit donc Mandel soudainement chanter l'air de Jack Barnes sur le centralisme démocratique international:

«La diversité des situations nationales implique une diversité des tactiques et l'on ne saurait pratiquer le centralisme démocratique au niveau international comme au niveau national. C'est, avec le souci de la publicité des débats, ce qui nous permet d'évacuer les reminiscences staliniennees que l'on accole à ce type de structure».

En liant le principe du centralisme démocratique international au stalinisme et en se prononçant en faveur d'attaques publiques par des minorités oppositionnelles contre la politique officielle, Mandel lance un assaut de front contre le programme trotskyste dans cette interview stupéfiante. Quand on lui demande si l'«existence de la Quatrième Internationale n'est pas un obstacle» au genre de regroupement envisagé par le SU, il répond sans équivoque:

«Qu'importent les étiquettes. Si nous rencontrons sur le terrain politique des forces d'accord avec notre orientation stratégique et tactique, et que rebutteraient seulement la référence historique et l'appellation, nous nous en déferions dans les 24 heures».

Enfin, pour tous ceux pour qui il ne suffit pas de se lester de la Quatrième Internationale, Mandel offre aussi, magnanimement, de rejeter toute référence à «un barbu qui s'appelait Trotsky». Et pour auréoler cette politique grotesquement opportuniste de «succès», Mandel ajoute:

«Ainsi sommes-nous devenus un modeste pôle d'attraction. Et lorsque nous rejoignons l'ETA IV, le Bloc socialiste colombien, ou les Jeunesses socialistes islandaises, ce n'est pas du sigle qu'ils discutent!»

Sans doute! Mais ce que cet expert en manoeuvres oublie de dire, c'est que quand le groupe chilien au SU a aidé à la formation du MIR en 1965, il n'a pas non plus — et c'était explicite — discuté de l'«étiquette» de la Quatrième Internationale. Ce qui a conduit à l'exclusion de tous les «trotskystes» deux ans plus tard; Mandel et compagnie sont ainsi responsables du fait que les militants qui voulaient aller plus loin que l'UP se sont retrouvés liés au front populaire par le «soutien critique» du MIR à Allende.

Le débat autour des «étiquettes» et des «numéros» a un passé dans le mouvement trotskyste français. Au moment de l'entrisme dans la SFIO des années 30, Trotsky avait engagé une polémique dure contre ceux (sous la direction de Molinier et Frank, maintenant membre du SU) qui voulaient capituler devant l'accusation de Marceau Pivert selon laquelle les trotskystes s'aliénaient des masses à cause de leur «étiquette» (bolchévique-léniniste) et de leur «numéro» (Quatrième Internationale). Trotsky répondit à

Pivert, et s'adressa en même temps implicitement aux capitulateurs, dans un article intitulé «Etiquettes et numéros»:

«Par leur nom, les Bolchéviques-Léninistes disent à tous et à chacun ... qu'ils s'appuient sur l'expérience de la révolution d'Octobre, développée dans les décisions des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste; qu'ils sont solidaires du travail théorique et politique accompli par l'«opposition de gauche» de l'Internationale communiste (1923-1932); et enfin qu'ils se rangent sous le drapeau de la IV^e Internationale. En politique, le «nom», c'est le «drapeau». Celui qui renonce aujourd'hui à un nom révolutionnaire pour le bon plaisir de Léon Blum et consorts, celui-là renoncera aussi facilement demain au drapeau rouge pour le drapeau tricolore.»

— «Etiquettes» et «numéros» (7 août 1935)

Et il ajoute: «invoquer les masses ne sert, dans ce cas, qu'à masquer ses propres hésitations». Les polémiques de Trotsky contre ceux qui voulaient s'adapter à la «Gauche révolutionnaire» de Pivert se concrétisèrent quand le groupe Molinier / Frank d'abord proposa — puis rompit la discipline en publiant — un journal «de masse», *La Commune*. Trotsky avait violemment attaqué la presse faussement agitative de Molinier, avant même sa parution.

Le journaliste bien informé de *Politique Hebdo* avait sans aucun doute cette controverse à l'esprit quand il a — à juste titre — intitulé l'interview de Mandel «Qu'importent les étiquettes?» et qu'il a mis aux côtés de la photo du dirigeant du SU une reproduction de la première page d'un numéro de *La Commune*. Deux pages plus loin, on trouve aussi une interview de Craipeau avec pour titre «Ce n'est pas d'étiquette qu'il faut changer».

Mandel et Krivine en sont maintenant à rechercher une réunification avec Pablo, l'archi-révisionniste dont la politique liquidationniste a conduit à la destruction de la Quatrième Internationale en 51-53; une fois de plus sur la base d'une rupture avec le SWP. Mais cette fois-ci, en lui donnant officiellement en pâture l'étiquette de Quatrième Internationale. Ceux qui nient que la politique pabliste du SU soit liquidationniste auront du mal à expliquer cela.

En avant vers le front populaire

La conquête de la périphérie des ex-trotskystes vieillissants du PSU n'est qu'un modeste pas en avant vers la grandiose «stratégie» de construction du parti révolutionnaire par avalement des «Avant-Gardes larges». On peut se faire une idée assez exacte de ce que Mandel/Maitan/Krivine ont en vue, à la lecture des dernières publications de la TMI qui exposent sa ligne politique, à propos des élections italiennes et portugaises. La section italienne du SU, le Gruppi Comunisti Rivoluzionari (GCR), envisage un gouvernement PC/PS qui pourrait comprendre des «indépendants qui ne sont membres d'aucun de ces deux partis, ou des représentants des nouvelles formations éventuelles [qui] participeraient à un tel gouvernement s'ils étaient d'accord pour accepter son programme et sa discipline» (*Inprecor*, 24 juin).

La référence aux «formations nouvelles» est indubitablement une allusion au bloc électoral de la

Democrazia Proletaria (DP) qui a obtenu six sièges aux dernières élections italiennes du 20-21 juin. Elle était constituée du PDUP, d'Avanguardia Operaia, puis de Lotta Continua, embrassant ainsi l'entière de l'«Avant-Garde large» tant prisée par le SU. Il n'est donc pas surprenant que le GCR ait présenté aux élections des candidats (ils n'en avaient eu droit qu'à trois) sur la liste de DP; il ne restait plus à Maitan qu'à en tirer la conclusion logique et à accepter «le programme et la discipline» du PCI!

Avec leur revendication d'un «gouvernement des gauches», les partis de DP fournissaient une couverture critique à la campagne du PCI en faveur du «compromis historique» avec la Démocratie Chrétienne. Quant au GCR, il gardait une façade d'orthodoxie en faisant remarquer que ce mot d'ordre ouvrait la voie au front populaire avec des forces bourgeoises. Mais cela n'a pas empêché la LCR, qui meurt d'envie de soutenir le front populaire français de la même manière, d'encenser le bloc de Democrazia Proletaria sans l'ombre d'une critique. Krivine écrit:

«Dépassant les traditions sectaires, elle [l'extrême-gauche] a réussi à se présenter unitairement aux élections, dégageant ainsi un pôle attractif pour tous ceux qui se méfient de l'expérience de collaboration de classe.»

Il y avait des divergences au sein de la liste DP, dit Krivine, «mais il s'agit d'un débat dans le cadre unitaire qui n'a malheureusement pas vu encore le jour en France» (*Rouge*, 19 juin 1976). L'éditorial de *Rouge* (21 juin), le jour des élections italiennes, disait:

«Toutefois DP a réussi à émerger comme un pôle

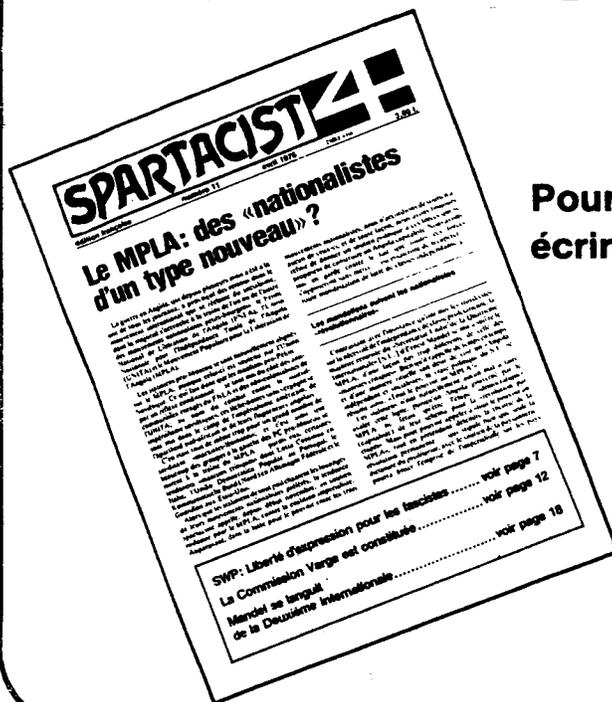
consistant et politiquement viable, surtout dans la mesure où elle a exprimé avec une certaine homogénéité le mot d'ordre de gouvernement des gauches [...]

Ce qu'il y a derrière le mot d'ordre de «gouvernement des gauches» est clairement exprimé dans la même résolution de 1974 qui appelait à une «organisation révolutionnaire commune» de l'extrême-gauche. Celle-ci stipulait: «Dénoncer dès à présent l'UG comme un Front Populaire constitué ne pourrait conduire qu'à une dangereuse confusion [de nos] tâches.» Même avant ce congrès, la LCR prenait bien soin d'éviter de faire cette «confusion». En 1973, elle appelait à voter pour les candidats de l'Union de la Gauche au deuxième tour des législatives; au deuxième tour des présidentielles de 1974, elle appelait à voter pour le candidat unique de l'Union de la Gauche. Et aujourd'hui, Krivine et compagnie réclament un front populaire à la Allende pour l'Italie. Est-ce seulement pour l'Italie? Certainement pas! La LCR convoite aussi une liste électorale d'extrême-gauche, pour les législatives de 1978, qui comprendrait le PSU, Révolution! et Lutte Ouvrière. Cette DP française serait le véhicule d'«extrême-gauche» de son suivisme par rapport à l'Union de la Gauche.

La même ligne a été appliquée au Portugal avec les modifications nécessaires, étant donné le rôle politique du Mouvement des Forces Armées (MFA) et la relative prépondérance des groupes maoïstes dans la mal nommée «extrême-gauche.» Au début de 1975, toutes les déclarations et articles du SU éludaient ou camouflaient la nature bourgeoise du MFA. Mais quand les sympathisants portugais de la TMI, la Liga Comunista Internacionalista (LCI) signa le document du FUR (août 75) qui

SPARTACIST/édition française

10 F. les 4 numéros



Pour toute commande,
écrire à:

Pascal Alessandri
B.P. 336
75011 Paris

ou

Spartacist Publishing Co.
Box 1377 G.P.O.
New York, N.Y. 10001

appelait à soutenir l'alliance «MFA-peuple», les dirigeants de la TMI leur tapèrent sur les doigts. Les remous que cela causa dans le SU ne se calmèrent que quand la LCI, lors d'une conférence spéciale en janvier, fit une «auto-critique» sévère et qualifia sa capitulation au FUR de «sectaire et divisionniste» — autrement dit, s'accusa d'ultra-gauchisme au lieu de collaborationnisme de classe.

Pourtant, aujourd'hui, après qu'on ait simplement étouffé le fiasco de la candidate unique du SU au Portugal (que l'on avait dû retirer à la dernière minute, accusée de provocation par ses anciens partisans), le problème de la politique à suivre dans les élections portugaises du 27 juin a divisé la LCR, comme l'ont montré les pages de *Rouge* du 30 juin. Filoche, le dirigeant de l'ex-Tendance 1, qui est proche du SWP, appelle à voter pour Pato, le candidat du PC. Krivine appelle à voter pour le Commandant Carvalho, avec pour argument qu'«Otel» a le soutien de l'avant-garde large et que donc les marxistes révolutionnaires doivent le soutenir. Mais ça n'est pas tout ! Il y a une troisième position ! Vous espérez peut-être qu'une partie de la LCR s'est enfin décidée à rejeter les manoeuvres sans principes et a dit clairement aux ouvriers qu'ils doivent refuser de voter pour l'officier bourgeois ou pour le candidat stalinien dont le programme est un programme de front populaire avec les forces armées ? Non pas, malheureusement... c'est seulement Bensaïd qui appelle à voter pour les deux à la fois : Pato et Carvalho !

Où va le SU ?

La Fraction Léniniste-Trotskyiste dont le noyau principal est le bloc SWP/PST argentin n'est apparemment pas plus solide que le SU dans son ensemble. Le PST a pris de plus en plus de distances avec les positions honteusement droitières du SWP sur le Portugal et l'Angola, et a voté au plénum du SU, en février 1976, pour la position de la TMI sur l'Angola et contre les résolutions majoritaire et minoritaire sur le Portugal (*Inprecor*, 4 mars 1976).

La répugnance récente du PST pour les positions du SWP dans les questions internationales a certainement pour cause des considérations de traficoteurs. Déjà bien avant son rapprochement de la TMI, le PST était engagé dans une lutte acharnée avec le SWP, à l'intérieur des sections pro-FL-T. La scission dans la Liga Socialista mexicaine en septembre 1975, manigancée par le PST, avait dû être préparée depuis des mois. Et, selon le SWP, c'est après des mois d'intrigues fractionnelles dans le PRT portugais que la majorité pro-PST exclut les partisans du SWP (cf. *International Information Bulletin* du SWP, d'avril 1976).

Il semblerait que le SWP soit arrivé à un point de rencontre avec l'Organisation Communiste Internationaliste (OCI) de Pierre Lambert et avec les alliés internationaux de ce dernier. Les discussions SWP/OCI sont une cause de litige dans le SU depuis 1974.

Dernièrement, au grand désespoir de la TMI, le groupe pro-SWP du Québec a entrepris des discussions de fusion sérieuses avec le GSTQ (affilié à l'OCI). La présence du SWP et de la LSA-LSO à la conférence des lambertistes québécois, en décembre 1975, est une manifestation

flagrante de ce que des coups de chapeau diplomatiques à l'«unité de la Quatrième Internationale» ne se mettent pas en travers de la recherche du SWP pour des partenaires de bloc qui soient sympathiques.

La logique politique qui impulse les tendances principales du SU — d'une part, le SWP vers un réformisme social-démocrate sans aloi, et d'autre part, la TMI vers la «recomposition» des forces centristes en des blocs électoraux d'essai qui tendent au front populisme classique — devrait les pousser de plus en plus à une réelle scission. Mais comme la manoeuvre est le principe organisationnel fondamental de l'aile centriste, comme de l'aile réformiste du SU, la physionomie politique de la scission qui se produira va sans aucun doute déformer les axes programmatiques de la lutte fractionnelle de sept ans au point de les rendre méconnaissables.

S'ils veulent trouver la voie vers le trotskysme authentique, les oppositionnels dans le SU — contrairement à l'ancienne «Troisième Tendance», qui, par petits morceaux, a soit capitulé à la majorité (Allemagne), soit noué des liens entre les restes pourris d'une ancienne scission, le Spartacusbund (en Autriche et en Italie) — devront rompre avec le révisionnisme de la TMI, comme de celui de la FL-T. Seule la tendance Spartaciste internationale, qui a toujours refusé de capituler au front populaire et au populisme bourgeois, et dont la fidélité au centralisme démocratique international est basé sur un accord programmatique principal, a jeté les bases sur lesquelles la Quatrième Internationale pourra être reforgée.

Traduit de Workers Vanguard No. 117, 9 juillet 1976

VIENT DE PARAÎTRE:

SPARTACIST CANADA

(en anglais)

25¢

*Journal de la Trotskyist League of
Canada, section canadienne de la
tendance Spartacist internationale.*

**Payer à l'ordre de:
Spartacist/Canada
Publishing Association
Box 6867, Station A
Toronto, Ontario
Canada**

Cher Ernest...

... Bons baisers de Pablo

«Sous le Drapeau du Socialisme»

Paris, le 11 février 1976

Cher Camarade Ernest [Mandel],

Nous confirmons par écrit à votre usage, les principaux points que nous avons développés à Bruxelles.

Partant tout d'abord de l'estimation que nous faisons de la conjoncture européenne actuelle, nous avons souligné la nécessité de construire à temps, des organisations marxistes-révolutionnaires unifiées, possédant une sérieuse base de masse, et armées d'un programme transitoire correct, y compris par rapport aux organisations de masse traditionnelles, socialistes et communistes. Cette tâche urgente s'impose particulièrement dans des pays comme le Portugal, l'Espagne, l'Italie, la France, la Grèce. Nous avons insisté sur notre appréciation de la situation—que nous croyons être commune—en Europe, où pour la première fois depuis très longtemps s'esquissent des chances réelles pour des ouvertures révolutionnaires pouvant conduire à la victoire de la révolution socialiste. Nous avons mentionné le cas de la France, où il existe actuellement d'un côté le P.S.U. et de l'autre la L.C.R. qui s'est adressée au P.S.U. pour entamer des discussions en vue d'une unification éventuelle, perspective que nous soutenons.

Mais nous envisageons cette éventuelle unification, dans le cadre d'une nouvelle organisation, qui ne fait d'emblée partie d'aucune organisation internationale, tout en y admettant des tendances défendant l'idée de l'adhésion à terme à telle ou telle organisation internationale.

Ce point nous paraît fondamental, en vue de faciliter vraiment et les discussions pour l'unification, et cette dernière. En partant d'un point de vue réaliste, il n'est pas possible d'aboutir à court terme à une organisation véritablement marxiste-révolutionnaire dans la totalité de son programme, mais à des organisations évoluant rapidement vers un tel programme, dans le cadre surtout d'une situation objective favorisant une telle évolution.

Nous pensons que les conditions de crise de longue durée dans lesquelles se trouve le capitalisme européen, en particulier, favorisent de telles perspectives. Nous avons donc insisté sur la nécessité de ne pas soulever des «questions de principe» d'ordre organisationnel qui empêcheraient la discussion et l'unification, si le but commun reste de créer à temps des organisations unifiées importantes du type que nous évoquons.

Si nous prenons au sérieux les perspectives révolutionnaires en Europe, et en regard par exemple de

l'expérience Portugaise, désastreuse du point de vue préparation adéquate de la gauche révolutionnaire, il faut se hâter de saisir les chances qui existent pour un tel regroupement dans divers pays européens, en commençant par celui de la France.

Nous avons également insisté sur l'intérêt plus général que nous portons toujours à l'évolution de la IVème Internationale, dont nous fûmes si légèrement exclus en 1965, et sur la façon dont évolue la crise dans ses rangs.

Nous avons souligné que sur des questions importantes d'appréciation des situations, et de tactique, nous nous sentons plus proches de sa tendance dite «européenne» mais que nous n'avons aucune intention d'exploiter en quoi que ce soit vos divergences internes, en souhaitant que dans sa totalité la IVème Internationale se retrouve sur des positions correctes. Notre démarche à cette étape est conditionnée—nous le répétons—par l'urgence de la situation objective en Europe.

Nous sommes disposés, avons-nous ajouté, en tant que Tendance Internationale, à examiner en commun avec vous toute forme de collaboration pratique, aussi limitée soit-elle, en dehors des discussions plus suivies et approfondies concernant la création partout d'organisations marxistes-révolutionnaires ayant une sérieuse base de masse, entre forces idéologiquement convergentes et sans préalables de «principe».

Nous espérons que le contact initié à Bruxelles se maintiendra, ne fût pour le moment que sur le plan d'actions pratiques communes, comme par exemple la campagne que nous menons à travers le Comité de la Fondation Russell pour la libération des emprisonnés portugais, l'aide à l'Angola et le Mozambique, etc...

Avec mes salutations fraternelles,

Michel Pablo.

Lisez

Le Bolchévik

publication de la Ligue Trotskyste de France

0,50 F.

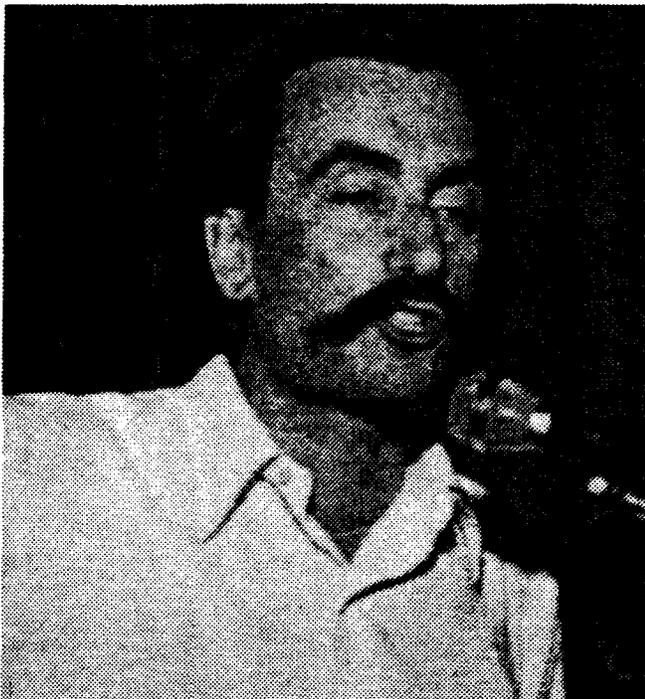
Pour toute commande: Pascal Alessandri, B.P. 336, 75011 Paris

Le PST: fier d'être à la traîne du péronisme

Traduit de Workers Vanguard, No. 66, 11 avril 1975

Nous réimprimons ci-dessous un tract publié par le local de la Spartacist League/Spartacus Youth League (SL/SYL) à Los Angeles, à l'occasion d'un discours que Juan Carlos Coral — dirigeant du Partido Socialista de los Trabajadores (PST argentin) — fit dans cette ville en mars 1975. Organisation sympathisante du Secrétariat «Unifié» (SU), le PST avait alors des liens fraternels avec le Socialist Workers Party (Parti Ouvrier Socialiste — SWP). Depuis, le PST a rompu avec le SWP avec force manoeuvres aboutissant à des scissions ou à des exclusions dans des organisations adhérentes au SU, au moins au Mexique, au Portugal, en Italie et en Espagne.

Critiquant vigoureusement, d'une part, la politique capitulationniste de Coral envers le régime péroniste, les membres de la SL/SYL ont, d'autre part, physiquement aidé à repousser l'attaque d'un groupe de nervis à Chicago, durant la tournée de Coral. A Los Angeles, des représentants du SWP demandèrent officiellement à la SL/SYL de participer au service d'ordre de deux meetings publics de Coral; ce qu'elle fit. Nous sommes prêts à défendre sa liberté d'expression ailleurs, en dépit des divergences profondes qui nous séparent du réformisme social-démocrate du PST.



Avanzada Socialista

Juan Carlos Coral

Mercredi (12 mars) quand le compañero Coral fit son discours au meeting de l'Université d'Etat de Californie, à Los Angeles (UCLA), des membres de la Spartacus Youth League lui demandèrent:

- Pourquoi le PST avait accusé les guérillistes argentins d'être le « reflet » de l'Alliance Anti-Communiste Argentine et autres organisations d'extrême-droite.
- Pourquoi le PST s'engageait à « lutter pour la continuité » du gouvernement péroniste, alors que ce même gouvernement soutenait la terreur droitiste.
- Pourquoi le PST avait une histoire de capitulation consécutrice aux pressions péronistes.

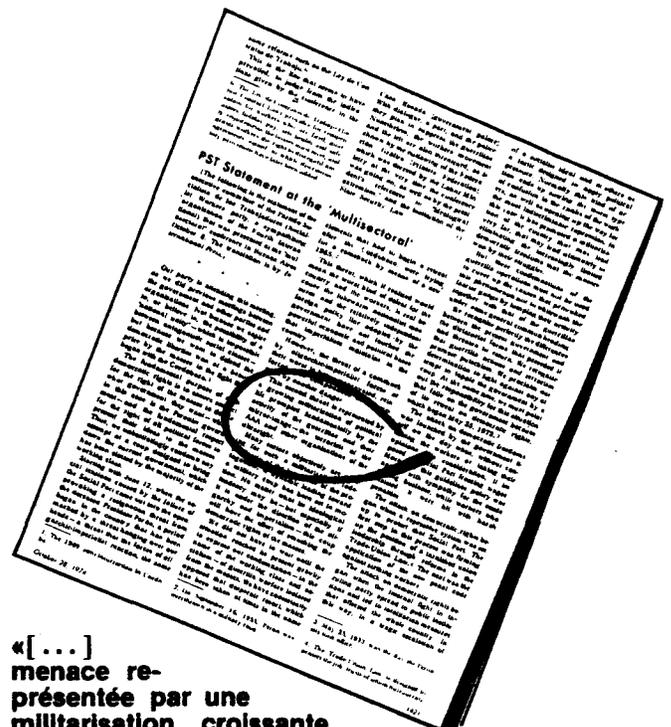
Ces accusations très graves sont authentifiées dans le tract ci-joint qui fut, lui aussi, distribué mercredi.

Quelle fut la réponse de Coral? Une démagogie, des faux-fuyants, une calomnie et des mensonges des plus écoeurants.

A la première accusation, Coral répondit: « Mais nous n'avons jamais dit ça. »

Notre réponse est illustrée par *Intercontinental Press* du 28 octobre 1974 (reproduit ci-dessous):

Intercontinental Press (28 octobre 1974)



«[...] menace représentée par une militarisation croissante de la vie politique fondamentalement impulsée par l'activité des guérillillas et de leur reflet — les terroristes de l'AAA et autres organisations de l'extrême-droite.»

Ceci est extrait de la traduction officielle des co-penseurs loyaux du PST [le SWP]. COMMENT CORAL REpond-IL A CELA? Camarades du PST et du SWP, pouvez-vous imaginer Lénine accusant les Sociaux-Révolutionnaires d'être le « reflet » des Cent Noirs?

Allant plus loin, Coral suggéra que les membres de la Spartacus Youth League auraient été des enthousiastes de salon de la guerre de guérilla, comme ceux qui, selon lui, critiquent le PST dans des « bureaux confortables à Paris. »

Le camarade Coral lance clairement ses insultes contre la mauvaise cible — il a pris la tendance Spartaciste internationale pour les centristes qui composent la majorité de l'organisation dont le PST est sympathisant, le « Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale. » Ce groupe, comme la très grande majorité du groupe prédécesseur du PST, dans les années 60, défendait l'impasse guérilliste.

La Spartacist League, contrairement au SWP et au dirigeant national du PST, Nahuel Moreno, n'a jamais abandonné la critique léniniste du guérillisme. La SL est née de la lutte — au sein du SWP — contre la capitulation à Fidel.

Coral nierait-il que Moreno et le PST aient jamais soutenu la voie guérilliste? Ce n'est pas par souci pour la lutte prolétarienne léniniste qu'ils l'ont abandonnée aujourd'hui; ils sont plutôt motivés par leur peur d'ennuyer la bourgeoisie. Nous n'avons jamais soutenu le guérillisme, pas plus qu'aujourd'hui nous ne mettons les camarades de l'ERP [Ejército Revolucionario del Pueblo — Armée Révolutionnaire du Peuple, dont les dirigeants étaient autrefois les représentants officiels du Secrétariat Unifié en Argentine] et l'extrême-droite sur le même plan. La déclaration du PST, citée plus haut n'est pas une critique, mais une lâche capitulation. Il faut se tourner vers la Spartacist League si l'on cherche une critique du guérillisme de gauche et consistante.

Il est aussi peu probable, camarade Coral, que les sympathisants de la majorité du Secrétariat Unifié aux Etats-Unis attaqueront la politique du PST. On a vu des dirigeants de ce groupe t'applaudir vigoureusement à Chicago; et ils hésiteront à soulever des critiques fortes parce que ce serait « mal vu » par l'audience et parce que ça endommagerait leur possibilité de rentrer — à genoux — au SWP.

Aux autres accusations de la SL/SYL, Coral avait une réponse fondamentale: la démagogie. Tout en admettant que le PST « lutte pour la continuité » du gouvernement [en Argentine] (une attitude très différente de celle de Lénine et de Trotsky), sa seule arme était l'insulte la plus basse. Oui, camarade Coral, nous avons gardé les écrits du PST, tout comme le camarade Trotsky le fit lui-même. Ceci nous le savons t'empêche de ré-écrire l'histoire, mais c'est aussi une arme au service de la classe ouvrière.

Dire que les gens de New York, de Los Angeles ou de Paris doivent s'abstenir de faire des commentaires sur ce qui se passe à Buenos Aires ou à Córdoba, est d'un anti-internationalisme les plus révoltants. Mais ce n'est pas original. La dernière fois que nous avons entendu la même rengaine, c'était pour défendre la route front-populiste d'Allende vers la défaite.

Au SWP nous disons: Coral est une image de la route que vous suivez. Vous admirez son influence, sa capacité à gagner des audiences avec Perón. Vous ignorez le fait qu'il

se vante de ses capitulations — que vous caractérisez de « formulations malheureuses. » Bientôt, vous aussi, vous vanterez de toutes les capitulations du PST. Mais nous sommes pourtant bien certains que dans les luttes de classes à venir, vous serez exposés devant la classe ouvrière pour les sociaux-démocrates que vous êtes.

Aux supporters de la majorité du Secrétariat Unifié nous disons: Votre direction vous dit de rentrer dans le SWP si visiblement pourri, et elle vous déclare que c'est une organisation trotskyste avec de légères « déviations. » Vos dirigeants n'ont pas osé exposer Coral en public. Cela devrait suffire à vous faire comprendre que vous n'êtes pas dans une organisation révolutionnaire!

Aux autres, qui êtes dans l'audience: comme vous pouvez clairement le voir, ce n'est pas d'un débat obscur et « sectaire » qu'il s'agit — comme le SWP et le compañero Coral vous le feront entendre — mais d'un débat d'une importance brûlante et immédiate. Si vous êtes des amateurs académiques de la question latino-américaine, vous pouvez ignorer les questions que nous soulevons; sinon, exigez, vous aussi, que Coral vous dise pourquoi il a menti et qu'il vous parle de l'histoire des trahisons du PST.

SPARTACIST LEAGUE
SPARTACUS YOUTH LEAGUE

Abonnez-vous!

WORKERS VANGUARD

*Journal hebdomadaire de la
Spartacist League, section US de la
tendance Spartaciste internationale.*

**70 F. par an (avec SPARTACIST),
par avion.**

Nom _____

Adresse _____

Payer à l'ordre de:

Spartacist Publishing Co.

Box 1377, GPO

New York, NY 10001, USA

Démission de la LCR

Après la démission de trois camarades de Rouen de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) (dont la lettre de démission est reproduite ci-dessous), la Tendance A de la LCR (dirigée par le camarade Matti) s'est vu obligée de répondre politiquement à la lettre de démission car, comme le dit la réponse,

«Notre tendance a une responsabilité particulière, puisque c'est de nous que ces camarades ont été politiquement les plus proches, avant d'aller chercher hors de l'organisation les réponses politiques qu'ils n'y trouvaient pas.»

Matti souligne le fait que la démission de ces camarades, dont deux étaient à la LCR depuis 6 ou 10 ans et à la direction de la ville de Rouen, «est un évènement politique grave,» car ils sont «des cadres trotskystes de valeur,» qu'ils «ont rempli jusqu'au bout leur devoir de militants de la LCR avec une discipline exemplaire.»

La Tendance A est bien obligée de se solidariser avec quelques-unes des critiques de gauche que font nos camarades de la majorité de la LCR et du Secrétariat «Unifié» (SU):

«Quand ils dénonçaient l'impuissance de l'organisation [la LCR] face à l'Union de la Gauche, quand il dénonçaient la tactique de construction du parti par la conquête de «l'Avant-Garde large,» et l'abandon pratique de la méthode du Programme de Transition, CES CAMARADES AVAIENT RAISON» (souligné dans le texte).

Le fait que ces camarades soient à la gauche de toutes les tendances dans la LCR mine les prétentions de Matti à être l'opposition de gauche de la majorité: il doit donc essayer de discréditer leurs positions, comme celles de la tendance Spartaciste internationale, en assortissant librement son texte des épithètes «dogmatiques,» «sectaire,» «ultra-gauche,» tout en essayant de s'approprier n'importe quelle opposition de gauche pour marquer des points contre la majorité. Il se voit obligé «d'expliquer» les «erreurs» des camarades, c'est-à-dire de détourner l'attention des autres camarades de la LCR du fait que la Tendance A refuse de lutter ligne contre ligne contre la majorité, c'est-à-dire qu'elle est une opposition empirique, partielle, et en fin de

compte politiquement loyale à Krivine, Bensaïd et leurs amis.

Sur la capitulation de la majorité envers le front populaire, Matti reconnaît que l'Union de la Gauche ne représente pas l'indépendance de la classe ouvrière face à la bourgeoisie: «Que le Front Populaire oblitère l'indépendance des partis ouvriers face à la bourgeoisie, c'est tout à fait palpable dès aujourd'hui...» Cela nonobstant, pour la Tendance A voter pour l'Union de la Gauche (par le truchement des partis ouvriers dont l'indépendance est «oblitérée» en y adhérant) n'est qu'une question *tactique!* Par tactique, alors, le «réaliste» vote bourgeois: car tirer la ligne de classe en refusant de voter Union de la Gauche ne serait que «dogmatisme» et «sectarisme.»

Sur toutes les autres critiques soulevées par la lettre de démission la Tendance A n'ose pas répondre. «Oui, dit Matti, la question du pablisme devra tôt ou tard être abordée»—mais surtout pas maintenant. Aux calendes grèques, peut-être? Matti ironise sur la caractérisation que fait la tendance Spartaciste de la majorité du SU comme centriste et du SWP comme réformiste—mais il n'ose pas se prononcer sur le bien-fondé de cette caractérisation. Se peut-il que pour la Tendance A la direction de la LCR soit une direction révolutionnaire?

La Tendance A nie que le SU soit un «bloc pourri»—en se référant à «l'accord programmatique» de la réunification de 1963. Très bien, camarades, mais quel fut le contenu politique de cet accord? La démarche de Matti, c'est l'empirisme galopant: élargir le bloc en refusant de discuter du pablisme ou de l'histoire de la Quatrième Internationale, en s'orientant vers un «congrès» de la «famille du trotkysme» au gré de Lutte Ouvrière ou de l'OCI. La Tendance A se vante du fait que les blocs qui composent le SU ne sont pas «monolithiques.» Effectivement. Mais Matti semble croire qu'il suffit d'assembler suffisamment de tendances centristes pour qu'une «recomposition» s'opère, dont le résultat serait un parti «révolutionnaire.» Non, camarades, si l'on ajoute un centriste plus un centriste, le résultat n'est pas un parti trotskyste, mais bien un bloc pourri! Ce n'est que dans la Bible que l'ordre naît du chaos.

C'est pour déguiser son refus de s'adresser aux questions programmatiques fondamentales que Matti tente d'établir une «symétrie» entre ceux qui font des critiques programmatiques conséquentes du SU et la majorité centriste (ou, comme il dit, «opportuniste»). Dire que c'est à la majorité que «les militants doivent se tourner pour demander des comptes» n'est qu'une façon d'éviter des critiques politiques qui pourraient mener, comme dans le cas de Laffitte, cité par la Tendance A, à son exclusion. C'est cela, l'opportunisme!

La tendance Spartaciste et la Ligue Trotskyste de France sont heureuses d'intégrer les camarades Thimbault, Clément et Cochise dans les rangs de ceux qui luttent pour la renaissance de la Quatrième Internationale. •

China's Alliance with U.S. Imperialism

A Spartacus Youth League Pamphlet

(includes foreign postage)

Price: \$1.50

Order from/pay to: Spartacus Youth Publishing Co.,

P.O. Box 825, Canal St. Station, New York, N.Y. 10013

Lettre de démission

Camarades,

La LCR se situe dans la continuité programmatique du rejet du trotskysme par Pablo-Mandel-Frank-Maitan au début des années 50, qui mena à la destruction de la Quatrième Internationale. Cette politique s'exprime à travers une longue histoire de trahisons: le soutien politique aux Tito, Mao, Gomulka, Castro considérés comme des révolutionnaires authentiques anti-staliniens; l'entrisme sui generis pendant 15 ans, dans les partis staliniens et/ou sociaux-démocrates pour les pousser à emprunter une voie révolutionnaire; le refus de la révolution politique et de la construction, par conséquent, de partis ouvriers trotskystes dans les Etats ouvriers déformés, par exemple en Chine, à Cuba, au Vietnam, au Cambodge, au Laos; le soutien au FLN algérien et au gouvernement bourgeois de Ben Bella, présenté comme un «gouvernement ouvrier et paysan»; l'adoption enthousiaste du guérillisme petit-bourgeois en Amérique Latine, à Ceylan et en Espagne; le suivisme par rapport aux «nouvelles avant-gardes.» La ligne fondamentalement reste la même: NIER LA NECESSITE' DU PARTI LENINISTE, REFUSER DE LUTTER POUR GAGNER L'AVANT-GARDE OUVRIERE AUX CONCLUSIONS ESSENTIELLES DU PROGRAMME TROTSKYSTE, CHERCHER A REMPLACER LE PARTI LENINISTE PAR DES SUBSTITUTS CENSES COMBATTRE POUR LES INTERETS HISTORIQUES DU PROLETARIAT!

La conséquence aujourd'hui de cette politique pabliste est la perspective de fusion avec le PSU réformiste. Le 11 février, Pablo envoyait une lettre à Mandel se référant à

une réunion passée entre eux et notait: «Nous envisageons cette éventuelle unification, dans le cadre d'une nouvelle organisation, qui ne fait d'emblée partie d'aucune organisation internationale.»

Quatre mois plus tard, Mandel écrivait: «...Qu'importent les étiquettes. Si nous rencontrons sur le terrain politique des forces d'accord avec notre orientation stratégique et tactique et que rebutteraient seulement la référence historique et l'appellation, nous nous en déferions dans les 24 heures» (*Politique Hebdo*, 16 juin 1976).

Le Secrétariat Unifié: un bloc pourri

Le Secrétariat Unifié n'est qu'un bloc sans principes entre la Tendance Majoritaire Internationale (TMI) centriste et la Fraction Léniniste-Trotskyte (FLT), dominée par le SWP réformiste. Le SU existe, non pas sur la base d'un accord programmatique, mais par le désir de ses principaux composants de maintenir la fiction qu'ils représentent la Quatrième Internationale. Dans la plupart des pays où existent la TMI et la FLT, elles ont déjà scissionné en groupes concurrents (Canada, Argentine, Pérou, Australie, Mexique, Espagne, USA). La nature pourrie de ce conglomérat international a été largement démontrée au Portugal où, face à une situation pré-révolutionnaire, les principales fractions de cette supposée «Quatrième Internationale» ont pris des positions qui les conduisaient chacune d'un côté différent des barricades! La TMI s'alignait derrière le PCP stalinien et les généraux de «gauche» du MFA bourgeois, signant en août 1975 la déclaration infâme qui soutenait politiquement le gouvernement Gonçalves et appelait à la formation d'un front populaire avec le MFA. Le SWP réformiste suivait le

ABONNEZ-VOUS



Revue du marxisme
révolutionnaire, publiée
sous la direction du Secrétariat
Intérimaire de la tendance
spartaciste internationale, selon
les termes de la Déclaration
pour organiser une tendance
trotzkyste internationale.

Paraît en anglais, français
et allemand.

10 F les 4 numéros

Spartacist Publishing Co.
Box 1377, GPO/NY, NY 10001

PSP qui couvrait les mobilisations réactionnaires de juillet 1975 contre le PC et les commissions ouvrières. Cette hystérie anti-communiste était pour le SWP une manifestation des ouvriers «les plus courageux» luttant pour défendre «leurs droits de décider pour eux-mêmes qui va diriger le pays et les organisations ouvrières» (*The Militant*, 8 août 1975)—une position qui favorise le rapprochement du SWP et de l'OCI. Aucune des tendances internationales ne représente, à quelque degré que ce soit, une politique trotskyste.

La FLT est dirigée par le SWP social-démocrate. Pendant la guerre du Vietnam, le SWP a limité son intervention au slogan de «Retrait immédiat des troupes,» soutenu aussi par une partie de la bourgeoisie, et a refusé de s'opposer à «son» propre impérialisme en n'appelant pas la classe ouvrière à l'action contre la guerre, et à la victoire militaire pour le FNL, parce que cela aurait nuit à son bloc avec les députés libéraux. Il a adopté le féminisme, une idéologie bourgeoise, parce que «révolutionnaire en soi» et s'est opposé au mot d'ordre «d'avortement gratuit» pour ne pas affaiblir son bloc avec les politiciennes bourgeoises féministes. La campagne présidentielle actuelle de ce parti a comme but la modification partielle de la constitution américaine pour y intégrer les «droits des travailleurs» (Bill of Rights for Working People). Il réclame systématiquement l'envoi de l'armée impérialiste américaine pour «protéger» les noirs contre les attaques des racistes; et lutte contre le mot d'ordre de milices ouvrières/noires de défense. Sa foi dans la démocratie bourgeoise l'amène aujourd'hui à faire une campagne pour le «respect des droits démocratiques des fascistes.»

La nature centriste de la TMI est démontrée au grand jour par son suivisme des fronts populaires. Elle se tourne vers les sociaux-démocrates du PSU pour constituer un «gros» pôle dont la fonction sera la même que celle du FUR portugais, et de «Democrazia Proletaria» en Italie: enchaîner les ouvriers au front populaire en prétendant le pousser à gauche. Tirant leurs arguments de l'arsenal du POUM, les pablistes de la TMI refusent de caractériser l'Union de la Gauche de front populaire parce que les Radicaux de Gauche ne sont que l'ombre de la bourgeoisie; dès lors, ils évitent cette tâche «déplaisante» de lutter contre le front populaire, d'appeler à la rupture des partis ouvriers d'avec la bourgeoisie, et tentent de le pousser gentiment vers la gauche. Comme l'explique Krivine «...L'adversaire principal est la bourgeoisie et c'est justement parce que l'Union de la Gauche ne combat pas vraiment le pouvoir bourgeois que nous la critiquons» (*PH*, 16 juin 1976). Les trotskystes exigent des partis ouvriers dans un front populaire qu'ils rompent la coalition avec la bourgeoisie comme condition préalable pour pouvoir lutter pour les intérêts des ouvriers. Avec sa politique de capitulation devant le front populaire, la direction de la LCR n'a aucun problème pour former des blocs de propagande électoraux avec le PSU social-démocrate, qui n'attend que l'autorisation de Fabre et des dirigeants ouvriers traîtres pour entrer de plain-pied dans le front populaire!

Si le SU n'est qu'un bloc pourri, ses fractions sont elles-mêmes des regroupements sans principes. Ce fut clairement mis en évidence par la scission entre le SWP et le PST argentin, sur leurs divergences à propos de l'Angola. Dans cette guerre qui, d'affrontement entre nationalistes rivaux

devint essentiellement une guerre entre l'impérialisme américain et les troupes de l'Etat ouvrier déformé cubain, le PST a opposé à la «neutralité» pro-impérialiste du SWP, refusant de choisir entre le FNLA soutenu par l'Afrique du Sud et le MPLA, une position formellement orthodoxe pour la victoire militaire du MPLA-armée cubaine sans soutien politique aux nationalistes du MPLA bourgeois... Cette orthodoxie en Angola est une couverture pour une politique misérablement opportuniste. Le PST a dénoncé les guérillas argentines comme le «reflet» de l'AAA et autres organisations d'extrême-droite (*Intercontinental Press*, 28 octobre 1974). Dans une des réunions avec le gouvernement argentin, Coral, dirigeant du PST, promit au président Perón que le PST «combattrait pour la continuité de ce gouvernement, parcequ'il avait été élu par les ouvriers argentins et parcequ'il autorisait l'exercice de quelques libertés

SPARTACIST 4
 Dichiarazione per organizzare una tendenza trotskista internazionale
 1 La Spartacist League di America e l'Unione Sovietica...
 2 In questa direzione di senso...
 3 Per un'azione...
 Dichiarazione di principi della Spartacist League pag. 13

Prezzo: 75c/3 F./L. 500

INDICE

- Dichiarazione per organizzare una tendenza trotskista internazionale (1974)
- Verso la rinascita della IVa Internazionale (1963)
- La conferenza di Londra del Comitato Internazionale
- Dichiarazione di Principi della Spartacist League (1966)
- Genesi del Pablismo
- Conferenza internazionale provvisoria (1974)
- Le origini del Nucleo Spartacista d'Italia (1975)

Scrivere a:
 Spartacist Publishing Co.
 Box 1377, GPO
 New York, NY 10001, USA

Spartacist—IVa Internazionale
 Via Garibaldi 20
 32100 BELLUNO, Italia

démocratiques...» (*Avanzada Socialista*, 15 octobre 1974). De plus, la facilité avec laquelle le PST a glissé de la FLT vers un rapprochement avec la TMI—qui en Angola s'est littéralement liquidée dans le MPLA—révèle la nature fondamentalement sans principes des principales fractions du SU.

Rompez avec le pablisme!

Aucune des différentes positions actuelles dans la LCR n'a été capable de rompre avec le pablisme. La tendance Matti se présente comme la championne du «travail de masse» en tentant de couvrir ses capitulations au niveau de conscience actuel des ouvriers derrière une façade d'orthodoxie. Son programme, à la droite de celui de la TMI, est contenu entièrement dans la panacée de «l'unité» qui l'amène à avancer un programme minimum afin de rassembler le plus de monde possible. Une telle ligne ouvre la possibilité d'un bloc avec le SWP et d'un rapprochement avec l'OCI centriste de droite. La tendance A, bien qu'elle caractérise «orthodoxement» l'Union de la Gauche comme front populaire, a fondamentalement la même ligne que la TMI vis-à-vis de lui : pousser le front populaire au pouvoir, le pousser à gauche. Cette «orthodoxie» des mattistes les amène même à libeller le deuxième congrès de la LCR comme le 25ème congrès de la «Section Française de la Quatrième Internationale», reconnaissant ainsi qu'ils se situent dans la tradition de la politique pabliste depuis 1952 jusqu'à aujourd'hui.

Quant à la tendance C, le fait qu'elle soit impulsée par la FLT du SWP réformiste suffit pour définir son caractère droitier. La FLT, appliquant la ligne du SWP en France, demanderait probablement l'occupation des quartiers algériens par les CRS pour qu'ils les protègent contre les attaques des racistes! Quand, l'été dernier, les sociaux-démocrates portugais, avec le soutien financier de la CIA, ont organisé des mobilisations réactionnaires, la FLT cautionna le PS et écrivit qu'à cause des «méthodes totalitaires» du PC, les sociaux-démocrates «devaient inévitablement demander l'appui des partis socialistes d'Europe et des gouvernements capitalistes «démocratiques» (Résolution d'août 1975, c'est nous qui soulignons).

Cette politique prépare bien la FLT française pour le rapprochement du SWP avec l'OCI centriste droitier qui analyse désormais les intérêts de la classe ouvrière du point de vue de la démocratie sans classe (*Informations Ouvrières*, 8-15 septembre 1976). La FLT française évite toutes les questions qui pourraient embarrasser le SWP, et notamment la question clé: la nature du SU et de ses principales composantes. La FLT française et plus encore la tendance C représentent des tentatives de construire un bloc pourri d'éléments qui soutiennent les pratiques réformistes du SWP, et de militants qui critiquent réellement de la gauche la direction de la LCR.

La tendance Matti, ainsi que la FLT française, proposent de ne pas voter pour les listes bloquées de l'Union de la Gauche. Outre qu'ils ont appelé à voter pour la «liste bloquée» de Mitterrand en 1974, il n'y aura pas deux politiques différentes des candidats ouvriers des deux

Publications de la tendance spartaciste internationale

Australasian Spartacist

monthly organ of the Spartacist League of Australia and New Zealand

\$U.S. 5/12 issues — Airmail
GPO Box 3473
Sydney, NSW, 2001
Australia

Le Bolchévik

publication de la Ligue Trotskyste de France
0,50 F.

Pascal Alessandri, B.P. 336
75011 Paris, France

SPARTACIST Canada

monthly organ of the Trotskyist League of Canada

\$2 Can./11 issues (one year)
Spartacist Canada Publishing Association
Box 6867, Station A
Toronto, Ontario
Canada

Kommunistische Korrespondenz

herausgegeben von der Trotskistischen Liga Deutschlands

Jahresabonnement 7,50 DM
Auslandsluftpostabonnement 10,-- DM (Ein Jahr)
1 Berlin 120
Postlagerkarte A 051 429
Postscheckkonto Berlin West:
503 57 — 107 (Wolfgang Hohmann)

Workers Vanguard

weekly organ of the Spartacist League/U.S.

\$U.S. 5/48 issues (1 year)
\$U.S. 15/48 issues (1 year) — Airmail
Spartacist Publishing Co.
Box 1377 GPO
New York, N.Y. 10001
U.S.A.

Pour tout abonnement et information adressez-vous à: Spartacist Publishing Co., Box 1377, GPO, New York, N.Y. 10001, U.S.A.

sortes de listes: ils feront tous partie du front populaire et se présenteront en son nom. Dans les villes de moins de 30.000 habitants, le PC et le PS demanderont aux électeurs de désigner le parti ouvrier qui sera le plus capable de gouverner dans une coalition avec la bourgeoisie!

Les trotskystes n'appellent pas à voter pour les candidats d'un front populaire, qu'ils appartiennent à un parti ouvrier ou à un parti bourgeois. Ils doivent faire de la rupture de la coalition avec la bourgeoisie, la condition préalable à un soutien électoral aux réformistes. Le front populaire oblitère l'indépendance des partis ouvriers face à la bourgeoisie: c'est uniquement quand cette indépendance existe que l'on peut envisager de voter pour eux.

Pour la tendance Matti et la FLT française (comme pour l'OCI), l'appel à un «gouvernement PC-PS» représente un appel pour que le front populaire, une fois au pouvoir, forme un gouvernement sans ministres bourgeois dans le cadre du parlement. Pour les trotskystes, le mot d'ordre «Rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir en vos propres mains» n'a de sens que s'il signifie: «engagez-vous dans la voie de la constitution d'un gouvernement s'appuyant sur la mobilisation ouvrière, responsable devant la classe ouvrière organisée en des embryons de pouvoir soviétique et expropriez la bourgeoisie.» La fonction essentielle de ce mot d'ordre est de dresser la base des partis réformistes contre leurs directions. Mais ce que réclament la tendance Matti et la FLT française, c'est un gouvernement «ouvrier» parlementaire!

En avant vers la renaissance de la Quatrième Internationale!

Toutes les oppositions passées ont capitulé devant la majorité ou la minorité internationales à cause de leur incapacité à apporter une réponse cohérente à la faillite des deux principales fractions du SU, en s'appuyant sur une compréhension de la nature et de l'histoire du pablisme. La seule tendance qui, à ce jour en France, a reconnu que le SU n'avait rien à voir avec la Quatrième Internationale de Trotsky, a été la Fraction Bolchévique-Léniniste pour la Reconstruction de la Quatrième Internationale, dirigée par Laffitte, bureaucratiquement exclue en avril-mai 1975.

Pour notre part, nous sommes convaincus que la seule organisation qui lutte sur un programme authentiquement trotskyste et pour une organisation internationale démocratiquement centralisée, est la TENDANCE SPARTACISTE INTERNATIONALE. Nous démissionnons de la LCR en solidarité avec la TSI et sa section sympathisante en France, la LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE.

Le 2 octobre 1976.

THIMBAULT, Secrétaire de la section Elbeuf/Renault-Cléon.

CLEMENT, Direction de la section Elbeuf/Renault-Cléon.

COCHISE, Direction de la ville de Rouen.

Order Back Issues of WOMEN AND REVOLUTION

Women and Revolution No. 4, Fall 1973

Toward a Communist Women's Movement
How the Bolsheviks Organized Working Women: History of the Journal *Rabotnitsa*
The Woman Question and the Split in the International Socialists
On the Comintern Theses on Work Among Women—I.S. Slander Refuted
Our Program
Why We Support the ERA

Women and Revolution No. 5, Spring 1974

Dalla Costa/James and the Subversion of Marxism: A Critique
Feminism vs. Marxism: Origins of the Conflict
Berkeley/Oakland Women's Union Expels Socialists
Class Struggle in the Phone Company

Women and Revolution No. 6, Summer 1974

Women, Culture and Class Society
The Woman Question and Revolutionary Marxism
Women in Castro's Cuba
CLUW: Dead End for Working Women

Women and Revolution No. 7, Autumn 1974

Maosism and the Family
Selma James Peddles Male Chauvinism, Anti-Communism
Witchcraft and Statecraft
The C.L.I.T. Papers—Feminism Ad Absurdum
Brookside Organized After 13-Month Strike

Women and Revolution No. 8, Spring 1975

International Women's Day: A Proletarian Holiday
Foundations of Communist Work Among Women: The German Social Democracy
Defend Edelin! For Free Abortion on Demand
Fidel Castro on Proletarian Chivalry
The Oppression of Women in Israel
Australian National Women's Conference
Women's Studies Programs: Schools for Anti-Communism
Trotskyist Ejected from UC-Berkeley Course on "Oppression of Women"
Women in Auto: A Class-Struggle Program to Fight Layoffs

Women and Revolution No. 9, Summer 1975

Race, Sex, Class: Black Women Against Triple Oppression
German Social Democracy: Work Among Women
United Secretariat Betrays Women
Joan Little Must Not Be Sent to Death Row!
Sheila Rowbotham: Hiding From History
Anti-Abortion Laws: Weapon of Church and State

Women and Revolution No. 10, Winter 1975-76

Feminists Resurrect Anarchist Fraud: The Legend of "Red Emma"
Bolshevik Work Among Women: Part 1
The Private Life of Islam: A Review
Bureaucrats' Front Group Collapses: CLUW's Had It!
Exchange with Radical Women of Seattle

Women and Revolution No. 11, Spring 1976

Against Our Will: A Review
Architecture As a Tool of Social Transformation
Bolshevik Work Among Women: Part 2
Reactionary Backlash Targets Women's Rights
Union WAGE: Labor-Reformist Junkyard

Women and Revolution No. 12, Summer 1976

Early Bolshevik Work Among Women of the Soviet East
Kibbutzim Restore Nuclear Family
The Pankhursts: Suffrage and Socialism
Thalidomide Cover-up Exposed
Socialist Workers Party and NOW: Together at Last

PRICE: \$3 for 4 issues (foreign)

Order from/pay to: Spartacist Publishing Co., Box 1377
GPO, New York, N.Y. 10001, USA

En vue du regroupement LCR-PSU

Mandel propose d'abandonner les «étiquettes»

En janvier 1974, le «Dixième Congrès Mondial» du Secrétariat Unifié (SU) de la «Quatrième Internationale» adoptait à l'unanimité une série de mesures organisationnelles que la Tendance Majoritaire Internationale (TMI) centriste de Mandel / Maitan / Krivine et la Fraction Léniniste-Trotskyiste (FL-T) réformiste, dominé par le Socialist Workers Party (SWP) et le Partido Socialista de los Trabajadores (PST) argentin avaient tous deux soutenues pour essayer une dernière fois d'empêcher de nouvelles scissions dans ses sections et d'étouffer les débats qui déchiraient l'internationale.

On s'est donc mis d'accord sur un pacte de non-agression, qui tout en encourageant fortement la réunification des sections nationales divisées, légitimait implicitement la non application du centralisme démocratique dans le SU, puisqu'il accordait le statut de «section sympathisante» aux produits de la décomposition de ses groupes nationaux scissionnés. Mais comme nous le notions à l'époque, «les manoeuvres organisationnelles des derniers mois sont tout au plus un bouche-trou qui ne pourra pas empêcher de nouvelles oppositions et de nouvelles scissions» («Unité factice au Xème Congrès», *Spartacist*, édition française, No. 6, juin 1974).

Depuis quelques années, remarquons-nous, la seule chose qui réunisse les fractions du SU, est leur prédilection partagée pour les manoeuvres organisationnelles sans principes. Mais au fur et à mesure que la polarisation politique s'intensifie, la scission de fait entre les deux camps se concrétise par des scissions publiques entre les partisans de la TMI et ceux de la FL-T, et ceci dans un pays après l'autre. Et avec la déclaration de guerre fractionnelle publique à l'intérieur même de la FL-T (ce qui a fait apparaître dans plusieurs pays trois organisations concurrentes se réclamant de « la Quatrième Internationale») la façade d'unité du SU se délabre.

Ceci n'a pourtant empêché ni la TMI ni la FL-T de faire une vertu d'une nécessité et de faire passer leur chaos fractionnel public pour un signe de la nature éminemment

«démocratique» de leur marais commun («tout le monde est bienvenu sauf les bolchéviques»). Mais le fait que le linge sale du SU se soit amoncelé si haut qu'il ne puisse plus être lavé en famille, n'est pas un signe de «démocratie» dans le SU, cela indique plutôt que le conflit entre les appétits opportunistes des partenaires de ce bloc devient de plus en plus violent.

Les réformistes encravatés du SWP veulent se débarrasser de leurs alliés guérillistes à la Régis Debray, qui les empêchent de devenir des trafiquants d'influence respectables auprès de leur propre bourgeoisie, et les centristes veulent une liberté de manoeuvre politique illimitée pour pouvoir s'accrocher aux basques des «avant-gardes larges» de leur choix. Mais évidemment, au fur et à mesure que leurs desseins opposés prennent forme, le mot de discipline internationale devient de plus en plus intolérable et assommant pour tous ces faux trotskystes.

Le centralisme démocratique? Jamais entendu parler!

Le SWP/US réformiste est entré en opposition à la majorité du SU avant le «Neuvième Congrès Mondial» (début 1969), celui qui adopta une ligne «guérilliste» par procuration sur l'Amérique Latine. Dans son effort grandissant pour s'adapter aux normes du réformisme social-démocrate — «stratégie» par-dessus tout électoraliste, trucs réformistes-parlementaristes (The Bill of Rights for Working People — Déclaration des droits des masses travailleuses), suivisme par rapport à l'aile libérale de la bureaucratie ouvrière — le SWP est de plus en plus décidé à se dissocier des gauchistes débraillés et sans vergogne, souvent embarrassants des sections européennes du SU.

Ceci trouva son expression la plus parfaite lorsque le SWP flanqua à la porte, sans cérémonie, ses membres pro-

suite page 20

Mario Muñoz sauvé	p. 8
Déclaration de relations fraternelles entre la TSI et l'OTR	p. 10
Le SPD et la question femmes (1875-1900)	p. 13
Contre les falsifications d'I.O.	p. 19
Démission de la LCR	p. 27